

## Les extrêmes se rejoignent

L'Institute for the Study of Globalization and Covert Politics (ISGP) a été fondé en 2005. dans le but « d'analyser les différentes ONG du monde occidental et de voir comment elles coopèrent les unes avec les autres et avec les gouvernements nationaux ». L'ISGP a dressé une liste d'environ mille trois cents ONG (1) – dont une bonne centaine était complètement inconnue du public et même des des « conspirationnistes » spécialisés dans le copier-coller – ainsi qu'une liste des personnes clés qui, soit en sont membres, soit y sont liées de près ou de loin. L'ISGP a également fourni des documents inédits sur des think-tanks bien connus des « conspirationnistes », comme le Bohemian Grove, des ONG qu'ils connaissent moins, comme l'American Security Council Foundation (l'ASCF cherche à influencer la politique étrangère des États-Unis en « promouvant la paix par la force »), des groupes dont ils ignorent souvent jusqu'au nom, comme le Jason Group (groupe de conseillers scientifiques du gouvernement des États-Unis en matière de technologies sensibles). L'ISGP a été le premier à publier des enquêtes approfondies et documentées sur certaines des organisations des pseudo-élites, telles la Pilgrims Society (2) ou le 1001 Club (3), mais aussi la liste de leurs membres.

Les membres de ces organisations, ONG ou autres, appartiennent – si tant est que cette distinction soit encore pertinente – au secteur privé (la finance, l'entreprise, les médias) ou au secteur public (le haut fonctionariat, l'armée, le renseignement, les médias) et « forment [à eux tous] une « institution internationale stable » », que l'ISGP appelle « superclasse ». L'ISGP les a classés en fonction de la durée et de l'importance de leur implication – nous parlons bien d'« implication » dans le sens juridique, c'est-à-dire « le fait de jouer un rôle dans un délit, un crime » – dans les activités subversives des organisations auxquelles ils appartiennent ou autour desquelles ils gravitent (4). L'ISGP a réussi à isoler quatre réseaux secondaires dans le vaste réseau supranational dont elles font toutes partie : l'establishment libéral, dont les antennes dans l'administration états-unienne sont la CIA et le Département d'État ; l'establishment conservateur, qui, en plus d'avoir aussi des antennes à la CIA, peut compter sur le dévouement zélé des cadres du Pentagone ; le réseau vaticano-paneuropéiste, dont les deux principaux leviers de commande sont l'Opus Dei et l'Ordre des Chevaliers de Malte ; l'establishment sioniste, constitué par l'État d'Israël, les communautés juives et le lobby juif aux États-Unis, mais aussi par les fameux « oligarques » poutiniens, dont un certain nombre sont d'origine juive. En dépit de la solidité et du caractère opérant de ce modèle, qui sert à « comprendre la politique occidentale » (5), il présente le défaut de ne pas tenir compte des réseaux de la superclasse du monde arabe et surtout de celle des pays de l'Extrême-Orient, défaut qui doit sans doute être attribué à la grande difficulté, elle-même due à la barrière de la langue, à trouver des sources d'information et à les déchiffrer. Un autre défaut que l'ISGP partage avec l'ensemble des médias, « conspirationnistes » ou non, est d'employer le terme d'« extrême droite » dans son acception la plus élastique, en l'appliquant à la louche à des personnes dont, comme c'est le cas pour Otto von Habsburg, successeur du métis métisseur Coudenhove-Kalergi à la tête de l'Union Pan-Européenne, la coloration idéologique n'a rien à voir avec la vision du monde du national-socialisme, ni même avec le fascisme. Enfin, il ne faut jamais perdre de vue que, quel que soit le pouvoir de la « superclasse », elle ne constitue nullement la dernière et suprême instance ; le nom de la plupart des ses membres est connu du public et publié sur des

centaines de milliers de sites Internet, à tel point que certains d'entre eux sont même devenus des « stars » ; il y a, derrière eux, dans l'ombre la plus totale, des individus autrement plus puissants, en communication avec des influences infra-humaines et nous avons déjà eu l'occasion d'avancer notre hypothèse sur leur nature.

Cela étant dit, ici, l'étude du complot, ou des complots, n'est pas un hobby, mais une occupation sérieuse, aussi sérieuse que la manière dont sont planifiés et menés à bien les complots. L'influence de l'ISGP dépasse les cercles conspirationnistes, en tout cas aux Pays-Bas. La publication par ses soins de la liste des membres du 1001 Club a eu pour effet que cette organisation a fait pour la première fois la une des journaux télévisés néerlandais. À propos des médias, une des fonctions les plus utiles de l'ISGP est d'attirer l'attention sur le fait que les « alternatifs », au moins quant aux plus populaires d'entre eux, ne sont pas plus indépendants que les dominants, la seule véritable différence entre les deux étant que ceux-là mêlent plus d'informations exactes aux mensonges que ceux-ci, que, pour faire court et utiliser une terminologie qui vaut ce qu'elle vaut, ceux-là « mésinforment », tandis que ceux-ci « désinforment » ; un des immenses services qu'a rendus l'ISGP à cet égard est d'avoir fourni des preuves indiscutables de la collusion des dirigeants du réseau de communications Genesis (qui diffuse entre autres l'Alex Jones Show, qui semble avoir eu un rôle déterminant dans l'élection du nouveau locataire de la « Maison blanche ») et de la radio Coast to Coast (6), médias tous deux spécialisés dans la « théorie du complot », avec les services de renseignement. Les services de renseignement, pour discréditer la « théorie du complot », inondent Internet de « théories du complot » à dormir debout.

Tout « théoricien du complot » qui adhère à et promeut l'idéologie des droits de l'homme, c'est-à-dire le même ensemble de dogmes que celui qui est au fondement du soi-disant « Nouvel Ordre Mondial » contre lequel il prétend se battre, doit être tenu pour suspect. Non pas que l'ISGP soit immunisé contre certains des préjugés et certaines des naïvetés qui résultent de l'individualisme anarchique et égoïste qu'engendre l'égalitarisme : par exemple, l'ISGP critique un auteur pour avoir affirmé que la « sûreté nationale » passe avant les « libertés individuelles » et s'inquiète du caractère « non démocratique » des mises sur écoute téléphonique de personnalités par l'un des services de la « sûreté nationale », qui plus est sans se rendre compte que, dans les deux cas, le problème est faussé par le fait que la « sûreté » n'a de « nationale » que le nom, étant sous les ordres d'un exécutif à la solde d'intérêts trans- et, sans doute faudrait-il dire, infra-nationaux.

Dans son opposition claire et nette au complot immigrationniste, l'ISGP n'est pas sans donner dans les pièges dans lesquels tombe souvent ce qu'il appelle l'« extrême droite », en ne faisant valoir que des arguments socio-culturels et religieux, à l'exclusion et au mépris des considérations raciales. Avant même de se poser la question de savoir si et dans quelle mesure l'« intégration » est possible, il faudrait se demander si elle est désirable – pour les autochtones. Du rapport de 2003 intitulé « Le Contrat et l'Intégration » il ressort que l'intégration « est ce processus spécifique par lequel il s'agit de susciter une

participation active à la société nationale d'éléments variés, tout en acceptant la subsistance de spécificités culturelles, sociales et morales... » et qu'une personne (7) est considérée comme « intégrée » sur la base de critères essentiellement civiques, sociaux, économiques et linguistiques. Dans cette optique, la pseudo-éducation pseudo-nationale est chargée d'apprendre plus ou moins la langue française et les « valeurs de la République » à l'immigré extra-européen, un tas d'organismes, d'assurer sa formation professionnelle, une nébuleuse d'associations, sa promotion sociale et le tour est joué : le voilà « intégré ». D'autres, dans leur inconséquence, exigent plus : qu'il adopte la culture française, les mœurs françaises, bref qu'il devienne français. Ils exigent ainsi l'impossible, n'hésitant pas à reprendre en cœur ce slogan imbécile d'un immigrationniste forcené : « La France, tu l'aimes ou la quittes. » Moins courant, du moins en France, est l'argument de l'ISGP selon lequel les immigrants extra-européens représentent une menace pour la culture européenne parce qu'ils manquent de « sophistication culturelle » ; moins courant, mais tout aussi contourné que le raisonnement de ceux qui exigent l'impossible, car c'est précisément en grande partie à cause de leur « sophistication culturelle » et donc de leur amollissement que les peuples européens se trouvent aujourd'hui incapables de se défendre contre le danger mortel qui les menace de l'intérieur. Enfin, en considérant la dénatalité des populations européennes blanches comme un problème, ce que, pour des raisons qu'il n'y a pas lieu de présenter ici, elle n'est pas dans tous les cas, tant qu'elle n'a pas dépassé certaines limites, l'ISGP n'admet-il pas tacitement, fût-ce à contrecœur et même la mort dans l'âme, la thèse absurde des fossoyeurs nécromants des peuples européens, selon laquelle la baisse de la natalité (sous-entendu : des blancs) ne peut être compensée que par l'importation massive de populations originaires des pays du tiers-monde ? En réalité, qui dit « intégration » d'éléments étrangers dans une communauté nationale dit désintégration de cette communauté nationale et c'est là la raison fondamentale et essentielle pour laquelle toute « intégration » est indésirable et doit être exclue.

Cela étant dit, l'ISGP est parfaitement conscient que ce qu'il appelle l'« élite politique » mondialiste, qu'elle soit « libérale » ou « conservatrice », est derrière l'invasion des pays d'Europe de l'Ouest par les populations du Maghreb, de l'Afrique noire, du Proche- et du Moyen-Orient et, depuis peu, – les mondialistes sont toujours en quête de nouveaux produits – des « républiques » musulmanes de la Russie ; parfaitement conscient aussi que ce sont les ONG, dont les fils en or remontent tous aux tapées de fondations de philanthropes milliardaires comme Sörös et les Rockefeller, qui sont chargées de la logistique ainsi que, dans les « pays d'accueil », de l'incessante campagne de propagande publicitaire en faveur de l'« accueil » des populations susdites. Pour arriver à leurs fins, il est inutile de dire que ces milliardaires philanthropes sont prêts à tout, y compris à tuer, du moins, car il est tout aussi évident qu'ils ne se salissent pas les mains, à faire, ou à laisser, tuer, y compris les leurs. N'oublions pas que le « petit monde » auquel ils appartiennent est celui de la délinquance légale, en smoking, mais aussi en tailleur.

Wilhelmus Simon Petrus Fortuijn est né le 19 février 1948 à Driehuis, dans le nord des Pays-Bas, dans une famille catholique conservatrice de la classe moyenne. Au sortir du lycée, en 1967, il a suivi des

études de sociologie à l'Université libre d'Amsterdam, où il est devenu membre de l'association estudiantine Thomas d'Aquin, puis, en 1972, du syndicat estudiantin socialiste SRVU, dont il a vite compté parmi les militants les plus actifs (8) ; la même année, il a voulu adhérer au CPN, le parti communiste néerlandais ; sa demande d'adhésion ayant été rejetée, il a rejoint le parti socialiste (PvdA) (9). D'après ses anciens camarades de l'époque, il n'était jamais à court d'argent, menait grand train, faisait déjà preuve d'une certaine excentricité, étalait son homosexualité. Quelques années plus tard, il a obtenu un poste de chargé de cours au département de sociologie de l'Université de Groningue, connu pour ses fortes sympathies envers le marxisme. Fortuyn lui-même était connu pour être marxiste. Il enseignait la sociologie marxiste (10). En 1974, Fortuyn a rencontré Wilfried Uitterhoeve, co-fondateur de la Socialistische Uitgeverij Nijmegen (SUN), qui deviendra plus tard son ami. Il se rappelle de Fortuyn comme d'une personne qui « vivait et s'habillait magnifiquement » et faisait partie « de cercles alternatifs pleins de drôles d'oiseaux » (11). En 1980, Fortuyn a obtenu son doctorat, avec une thèse intitulée « Sociaal-economisch politiek in Nederland, 1945-1949 », une étude de la politique socio-économique du gouvernement néerlandais de l'immédiat après-guerre. D'après un ancien camarade de Fortuyn, Ton Kee, aujourd'hui directeur de la faculté de médecine de l'Université de Groningue, Fortuyn était « un opportuniste [...] C'était son plus grand talent. Après avoir débuté sa carrière d'étudiant dans un mouvement catholique, il a rejoint le mouvement estudiantin, parce qu'il a remarqué que les idées de gauche étaient dans l'air [...] Il a toujours recherché des sujets controversés, pour les aborder d'un point de vue complètement différent de celui auquel étaient habitués la plupart des gens. La seule continuité [dans sa vie] a été la recherche de l'attention et du pouvoir, le contenu y était subordonné ». Quoi qu'il en soit, « Fortuyn et ses amis radicaux voulaient rompre avec la théorie bourgeoise et répandre les idées de Lénine et de Marx aussi largement que possible » (12) ; et, s'il faut en croire la BBC (13), un portrait de Lénine et un autre de Marx trônaient dans sa cuisine.

Bien qu'il soit resté en poste à l'Université de Groningue jusqu'en 1989, il a commencé à exercer des fonctions administratives à l'Université puis en dehors de l'Université dès les années 1970. A la fin des années 1990, il a travaillé comme conseiller dans diverses organisations publiques ou semi-publiques néerlandaises. De 1990 à 1996, il a été attaché comme professeur extraordinaire en sciences politiques à l'Université de Rotterdam, où il a obtenu le surnom de « professeur Pim ». Toujours dans les années 1990, il s'est fait connaître comme journaliste et commentateur politique. Éditorialiste de l'hebdomadaire conservateur néerlandais Elsevier de 1992 à 2000, ses articles provocateurs ont souvent déclenché des débats publics. Ses livres aussi. De 1994 à 2001, Fortuyn en a publié pas moins de dix, qui présentaient tous des idées révisionnistes sur des sujets sensibles.

« Aan het Volk van Nederland » (« Au peuple des Pays-Bas ») est un pamphlet qui fut distribué dans la nuit du 25 au 26 septembre 1781 dans toutes les grandes villes de la République des Pays-Bas et dont on apprit cent ans plus tard qu'il avait été écrit par Joan Derk van der Capellen tot den Pol (1741-1784). Il affirmait que l'ensemble du système politique, dominé par la dynastie des Orange, était corrompu et devait être renversé en faveur d'une république démocratique. Le pamphlet devint le credo des

Patriotten, groupe composé de membres de la noblesse « éclairée » et de la bourgeoisie libérale ainsi que d'artisans et de commerçants qui, influencés par les idées de Jean Jacques Rousseau sur la souveraineté populaire et la volonté générale, voulaient mettre fin à l'absolutisme du Stadholder William V. En 1992, Fortuyn, s'inscrivant dans la tradition des patriotten, a publié, sous le même titre, une brochure dirigée contre la pseudo-élite politique des Pays-Bas. Plus tard, il a présenté ses idées politiques dans « Beklemmend Nederland » (« Les Pays-Bas en pleine déprime ») (A.W. Bruna, 1995) et surtout dans « Tegen de islamisering van onze cultuur: Nederlandse identiteit als fundament » (« Contre l'Islamisation de notre culture ») (A.W. Bruna, 1997).

Fortuyn avait exprimé son ambition de faire de la politique dès le début des années 1990 (14) et c'est ainsi que, en novembre 2001, il a pris la tête du petit parti Leefbaar Nederland (Des Pays-Bas Vivables), décrit comme « radical ». Il en faut très peu aujourd'hui pour qu'un parti soit qualifié de « radical ». Le cheval de bataille de Fortuyn était l'immigration. Exprimée dans « Tegen de islamisering van onze cultuur » et dans les éditoriaux qu'il publiait dans Elsevier, sa position sur l'immigration extra-européenne consistait en trois points : 1. de nombreux immigrés ne s'intègrent pas correctement à la société néerlandaise ; 2. il faut donc restreindre autant que possible l'immigration ; 3. il faut célébrer les valeurs néerlandaises et exiger des nouveaux arrivants qu'ils assimilent ces valeurs (15). Outre les valeurs traditionnelles néerlandaises, comme l'économie, la modération, l'autodiscipline et la propreté, il y en avait cinq, qui sont détaillées en particulier dans son plaidoyer en faveur d'Israël, 50 Jaar Israel, Hoe Lang Nog ? tegen het tolereren van fundamentalisme (« 50 ans d'Israël, Combien de temps encore ? Contre la tolérance du fondamentalisme ») (A.W. Bruna, 1998) : la liberté d'expression, l'initiative individuelle et la liberté d'entreprise, fondement de l'économie de marché, les droits de l'homme universels, l'égalité entre hommes et femmes et la responsabilité individuelle, auxquelles viennent s'ajouter le respect de la séparation de l'Église et de l'État, le respect de la démocratie parlementaire et le respect de la séparation du pouvoir exécutif, du pouvoir législatif et du pouvoir judiciaire, pour constituer, toujours d'après Fortuyn, le socle de la « modernité », c'est-à-dire le produit de la sécularisation du christianisme et du judaïsme (16).

Comment se fait-il, se demandent les observateurs sérieux, qu'un politicien qui adhère aussi scrupuleusement aux dogmes du libéralisme, allant jusqu'à soutenir les lois permissives de son pays sur la drogue et sur la prostitution (lois votées par l'establishment contre lequel il prétendait se battre), jusqu'à se féliciter de la légalisation du mariage homosexuel (voulu par ce même establishment) et qui, de surcroît, étale dans son autobiographie, « Babyboomers: autobiografie van een generatie », ses nombreuses aventures homosexuelles (17), ait pu en arriver à être catalogué d'« extrême droite », de « fasciste », comparé à Mussolini et à Hitler par la presse néerlandaise (18), avant même de l'être encore à Hitler par son assassin au cours de son procès ? Certainement pas à cause de son opposition à l'immigration extra-européenne.

Aux Pays-Bas, les critiques que formulait Fortuyn contre l'immigration extra-européenne n'avaient rien de particulièrement originales, ni même de scandaleuses. En déclarant, dans un éditorial d'Elsevier du 8 octobre 1994, que « Nederland is vol » (19), Fortuyn n'avait fait que répéter ce que la reine Juliana avait déjà dit dans son discours au Trône en 1948 et avait elle-même répété en 1979, avant d'être reprise par le Premier ministre Jelle Zijlstra. Cette opinion est alors partagée par de nombreux « experts », néerlandais ou étrangers (20), même si aucun d'entre eux, pas plus que la reine et le Premier ministre, n'avaient dénoncé nommément les immigrés d'origine extra-européenne.

Dans les années 1990, le dirigeant du parti libéral néerlandais (VVD), Frits Bolkestein, avait été le premier à dénoncer les effets négatifs de l'immigration sur la société, la culture et l'économie du pays et à réclamer que les immigrés d'origine extra-européenne s'assimilent à la société néerlandaise au lieu de préserver leur identité ; ses successeurs avaient adopté la même ligne en la matière (21), préconisant une « immigration zéro » (22). Le PAARS, coalition formée du PvdA, du D66 et du VVD, au pouvoir de 1994 à 2002, avait voulu rendre l'immigration extra-européenne plus difficile par toute une série de mesures ; par exemple, il avait été posé que les immigrés d'origine extra-européenne n'auraient pas droit d'office à la sécurité sociale, mais devraient le « mériter » (23) ; une loi votée en 1998 avait interdit aux immigrants illégaux l'accès aux services sociaux (24) ; la loi sur les étrangers élaborée par les scribes de Job Cohen, secrétaire d'État à la Justice dans le second cabinet (1998-2002) du travailliste Wim Kok, avait prévu que les demandeurs d'asile qui avaient épuisé tous les recours légaux soient expulsés « plus rapidement » (ce qui suggérait faussement qu'ils étaient déjà expulsé « rapidement »). En 2000, le journaliste, éditeur et membre du PvdA Paul Scheffer avait publié dans un grand journal néerlandais (25) un article intitulé « Het multiculturele drama » (« Le désastre multiculturel »), qui disait tout haut ce que beaucoup de Néerlandais pensaient tout bas sur l'immigration extra-européenne ; comme Fortuyn, il avait accusé l'establishment néerlandais d'avoir développé un relativisme culturel qui l'avait rendu indifférent à l'égard de l'identité néerlandaise et risquait de détruire la culture nationale ; Fortuyn allait plus loin, sacrifiant à la rituelle *reductio ad hitlerum* dont il était lui-même victime, pour comparer les conséquences du relativisme culturel qui régnait dans l'ensemble du monde occidental à celles du défaitisme qui aurait mené la France et la Grande-Bretagne à signer les accords de Munich (26). Scheffer avait lancé une mode. Elle a fait fureur au tout début des années 2010. En octobre 2010, la Kanzlerin, devant un parterre de sympathisants, déclarait, avec son air de concierge qui a perdu ses clés : « Le multiculturalisme est un échec, un échec absolu » ; trois mois plus tard, à peine nommé à Downing Street, le Prime Minister reprenait le même couplet lors de son premier discours officiel, imité, dans le Figaro du 10 février 2011, par le locataire de l'Élysée. Bovinement, l'ensemble des commentateurs de la presse nationaliste européenne applaudissait. C'était là l'effet escompté – l'un des effets escomptés. De manière similaire, les prises de position répétées de l'establishment, qu'il soit néerlandais ou autre, contre l'immigration extra-européenne ne sont que des mots ; les lois qu'il peut lui arriver d'élaborer et de voter sur l'immigration restent toutes lettre morte ; elles ne sont qu'un leurre, un stratagème destiné à endormir ceux qui sont opposés à cette invasion et à gagner du temps, jusqu'à ce que les peuples blancs soient complètement et définitivement submergés par les races de couleur.

« Nederland is vol », avait donc déclaré Fortuyn dans les années 1990. « Je ne dirais pas, s'était-il repris lors de son discours d'investiture à la présidence du « radical » LN en 2001, que les Pays-Bas sont pleins, mais très occupés. À mon avis, même un peu trop occupés » (27).

Entendait-il y faire de la place, en expulsant les immigrés d'origine extra-européenne ? Nullement, pas même les illégaux et les criminels, contrairement à Wilders aujourd'hui. « Tous ceux qui sont ici resteront ici, a-t-il martelé, dans une interview à Volkskrant en 2002, ce sont nos bad boys marocains. On ne peut pas les larguer sur le roi Hassan. Ils resteront et ce sera à nous de régler le problème » (28), c'est-à-dire de faire en sorte qu'ils « s'intègrent ». Pour ce faire, il proposait, dans le droit fil du programme d'assistanat généralisé de la social-démocratie, d'accroître les dépenses de l'État-providence néerlandais en matière de santé, de logement et d'éducation (29). La politique anti-immigrationniste de Fortuyn était par conséquent bien moins rose que n'ont pu et que ne peuvent encore s'imaginer ceux qui, dans les autres pays européens, observaient sa fulgurante ascension avec l'espoir de voir surgir chez eux un politicien nationaliste aussi charismatique et populaire que lui. Dans le fond, être, comme Fortuyn, pour l'« intégration » est aussi extrémiste et criminel qu'être, comme son assassin, en faveur de l'« immigration ».

Fortuyn était cependant encore trop « radical » pour le LN. Il devait en être exclu en février 2002 à la suite d'une interview au cours de laquelle il avait déclaré que l'islam était une « culture arriérée » et avait appelé à la suppression de l'« absurde » premier article de la constitution des Pays-Bas (« Tous ceux qui se trouvent aux Pays-Bas sont, dans des cas égaux, traités de façon égale. Nulle discrimination n'est permise, qu'elle se fonde sur la religion, les convictions, les opinions politiques, la race, le sexe ou tout autre motif »). Le lendemain de son exclusion de LN, Fortuyn fondait le List Pim Fortuyn (LPF). Et, sur la foi des sondages, qui lui étaient de plus en plus favorables, il pouvait lancer aux journalistes qui l'attendaient à la sortie d'un meeting le 9 février : « Je serai le prochain Premier ministre des Pays-Bas. » (30). Il était assassiné le 6 mai.

Ce qui a valu à Fortuyn d'être diabolisé par l'establishment, on l'aura maintenant compris, ce n'est pas son opposition à l'immigration extra-européenne tout court, c'est, sur le fond, sa lutte contre l'immigration en provenance des pays musulmans et, sur la forme, la verueur de ses critiques à l'égard de l'islam et des musulmans, verueur qui, d'un autre côté, a contribué pour beaucoup à le rendre très populaire auprès d'une grande partie des Néerlandais. Son allergie à l'islam et aux musulmans semble avoir été due pour une grande part aux insultes qu'il avait essuyées et aux agressions dont avaient été victimes certains de ses amis homosexuels de la part de musulmans et, en particulier, de jeunes Marocains (31) ; quant aux Indonésiens, dont des centaines de milliers, pour la plupart musulmans, s'étaient installés aux Pays-Bas dans les années 1950, ils échappaient aux foudres de Fortuyn : il faut croire qu'ils s'étaient parfaitement « intégrés » à la société néerlandaise. Par ailleurs, mettre sur le devant de la scène des figures d'« extrême droite » est essentiel à la pérennité de l'establishment, qui

doit faire croire au public qu'il existe toujours une opposition véritable et objective à sa politique extrémiste : comme il n'y a plus de figures d'« extrême droite », il charge les médias d'en créer de temps à autre, ce qu'ils n'ont manifestement aucun mal à faire, même si la matière première est constituée par un politicien libéral de formation marxiste.

Pour le dixième anniversaire de son assassinat, une place de Rotterdam a été rebaptisée Fortuynsplaats et, pas rancunier, le maire social-démocrate de Rotterdam, Ahmed Aboutaleb qui avait déclaré en 2009 que Fortuyn était « un partisan des principes démocratiques » (32), a fait un discours au cours de la cérémonie. Le LPF avait été dissout quatre ans plus tôt, en raison de graves conflits internes et de l'absence d'un véritable leader. Nommé successeur de Fortuyn après les élections législatives de 2002, auxquelles le parti était arrivé en seconde position, Mat Herben (1952-?), président de la loge Via Lucis de 1993 à 1997 et membre de la première heure du LPF, est soupçonné d'avoir été un lobbyiste du ministère de la Défense néerlandais, qui l'aurait chargé d'infiltrer le LPF pour faire revenir Fortuyn sur son refus de laisser les Pays-Bas s'engager dans le programme Joint Strike Fighter (JSF) du Département de la Défense des États-Unis, s'il devenait Premier ministre (33). Certains estiment même que ce serait là un des motifs de l'assassinat de Fortuyn.

Quelques remarques d'ordres divers s'imposent au sujet de l'article de l'ISGP, qui présente des redites lourdes et pénibles, des digressions inutiles et des défauts de composition, dont la nature laisse penser qu'il a été écrit d'une seule traite et n'a pas été relu avant publication. Les redites et les digressions ont été éliminées autant que possible et, s'agissant des informations concernant un même protagoniste qui ont été éparpillées sans raison dans le texte, nous les avons regroupées dans un même paragraphe. C'est là ce qui explique que, dans deux endroits, les notes ne se suivent pas exactement (par exemple, la note [85] suit la [92] – il va sans dire que la note [85] renvoie bien à la note [85] à <https://isgp-studies.com/pim-fortuyn-assassination>). Nous aurions changé leur numérotation, si nous avions jugé nécessaire de les figurer traduites sous le texte. Nous avons cependant décidé de ne rien en faire, car, nonobstant leur importance, puisque, qu'il s'agisse de liens vers des sites Internet ou de citations extraites de sites Internet ou de journaux, elles forment pour une grande part les sources sur lesquelles l'ISGP se fonde pour atteindre ses trois objectifs, qui sont exposés dans l'introduction, ces trois objectifs ne sont pas exactement ceux qui nous ont déterminé à publier son enquête. Les nôtres sont de montrer que Fortuyn, contrairement à l'image d'outsider et de politicien « anti-système » qu'ont complaisamment donnée de lui les médias et qu'ont absorbée, sans esprit critique et faute d'enquêter eux-mêmes sur le personnage, tous les nationalistes européens, n'était pas étranger à l'establishment et œuvrait, à sa manière, quoique sans doute inconsciemment, pour l'establishment, de faire comprendre une fois pour toutes que seuls ceux dont le discours a reçu l'agrément de l'establishment, aussi opposé qu'il puisse apparaître au projet de l'establishment, sont autorisés à avoir durablement accès aux médias, dominants ou « alternatifs » et, d'autre part et pour employer une expression qu'affectionnent ceux qui mettent en scène le jeu politique, de braquer les projecteurs sur les ONG en tant qu'instrument privilégié de la « superclasse » ; bien que, dans les pays démocratiques dits « occidentaux », l'« Etat » ait

été le principal propagateur de l'idéologie des droits de l'homme tout au long du XIXe et du XXe siècle, l'État inspire de la méfiance aux masses et d'ailleurs, dans le rapport qu'il établit tous les quatre ans à la suite d'un « examen périodique universel », le Conseil des Droits de l'Homme de l'ONU ne dénonce-t-il pas de multiples violations des droits de l'homme dans tous les pays d'Europe de l'Ouest ? A l'inverse, qui se méfierait d'une organisation caritative ? Sous couvert de charité – la charité est presque par définition une couverture –, l'ONG peut ainsi se dévouer en toute impunité et en toute discrétion à la fonction pour laquelle elle a été créée : l'élaboration de complots ; non pas la subversion – loin de viser à renverser les institutions, l'ordre établi, l'ONG a pour but de les renforcer, ne serait-ce qu'en jouant le rôle d'une fausse opposition –, mais bien la mise au point et l'accomplissement de projets secrets. Le complot est une nécessité interne à la démocratie. La démocratie, c'est le complot permanent.

Nous n'avons pas non plus jugé utile de publier les annexes à l'article. L'annexe A contient la liste des fondateurs et des dirigeants de la Société Républicaine, l'annexe B, la liste de ses membres les plus notables, l'annexe C, celle de ceux qui en étaient toujours membres en 2016. Quant à l'annexe D, qui concerne Mat Herben et le programme Joint Strike Fighter, nous en avons résumé le contenu un peu plus haut.

## 1. Introduction

Partie 1 : La Société Républicaine : Fausse opposition à la maison royale et au Bilderberg ?

2. Histoire de la Société Républicaine: ses liens avec le Bilderberg et le 1001 Club
3. L'ISGP était entouré de membres de la Société Républicaine, sans s'en apercevoir
4. Une sorte de John Birch Society néerlandaise ?
5. La Nouvelle Société Républicaine : des liens avec l'establishment libéral ?

Partie 2 : Vérité et mensonges sur l'assassinat de Fortuyn (et sur l'Irak)

6. La mort de Pim Fortuyn et Theo van Gogh, membres de la Société Républicaine
7. Tomas Ross, membre de Société Républicaine, répand de fausses informations sur le meurtre de Fortuyn
8. Ross, le néo-con
9. Si Ross a menti à propos d'un second tireur, Ine Veen aussi

10. Les faits établis : retard de l'ambulance, porte défectueuse et arrestation rapide
11. L'ancien chauffeur de Fortuyn soupçonne une conspiration de l'establishment
12. Le téléphone de l'assassin de Fortuyn sur écoute
13. La sûreté nationale avait infiltré la cellule terroriste du meurtrier de van Gogh
14. Fortuyn espionné par le renseignement néerlandais, des informations sensibles ont été divulguées
15. L'avocat de Fortuyn, Oscar Hammerstein, lié à la manipulation étatique

### Partie 3 : Qui a tué Fortuyn ?

16. Le tueur de Fortuyn financé par le réseau d'ONG des Rockefeller et des Orange
17. Les avocats de l'assassin de Fortuyn liés à la superclasse (Rockefeller-Sörös) ET à la Société Républicaine

### Partie 4 : Résumé et conclusions

18. Résumé et conclusions sur l'assassinat de Fortuyn

#### 1. Introduction

En 2012, je me suis penché sur l'assassinat de Pim Fortuyn en 2002, essentiellement pour évaluer l'affirmation largement relayée par les médias selon laquelle un second tireur y était impliqué. Cette information s'est avérée être tout aussi fallacieuse que les théories selon lesquelles un missile ou un petit avion se serait écrasé sur le Pentagone le 11 septembre 2001. A l'époque, j'avais publié un article sur la question. Je le republie aujourd'hui, dans une version considérablement élargie. Son objectif est triple :

1. Explorer les liens et les activités des membres de la Republikeins Genootschap (Société Républicaine), en particulier ceux qui, dans le mouvement contestataire, sont liés à l'assassinat de Pim Fortuyn.
2. Lutter contre la fausse information selon laquelle il y aurait eu un second tireur dans l'affaire Fortuyn.

3. Expliquer comment le mouvement environnemental dont est issu le tueur de Fortuyn, Volkert van der Graaf, est dominé par un réseau très dense de richissimes ONG, créatures de la classe dominante supranationale et vitrines de l' « aile libérale de la CIA ».

Partie 1 : La Société Républicaine : Fausse opposition à la maison royale et au Bilderberg ?

2. Histoire de la Société Républicaine : ses liens avec le Bilderberg et le 1001 Club

SR1

La Republikeins Genootschap a été fondée le 11 septembre 1996, [1] dans le but de lancer un débat public sur les avantages et les inconvénients de la monarchie parlementaire actuelle et sur l'opportunité d'adopter à la place le modèle politique républicain. La question se pose évidemment, mais, dans les années 90, c'était encore un énorme tabou, du moins dans les milieux dirigeants. Les principaux politiciens et les principaux journaux du pays accusaient tous sévèrement et surtout de manière irrationnelle les fondateurs de la Société Républicaine d'être un groupe d'ivrognes subversifs. [2] La télévision a diffusé plusieurs reportages en quelques semaines sur la Société et a quasiment cessé d'en parler ensuite.

La biographie des quatorze co-fondateurs [ 3 ] de la Société Républicaine fait apparaître qu'elle est essentiellement une collaboration entre, d'une part, les hauts dirigeants des banques RABO, ABN-AMRO, Mees Pierson et Royal Dutch Shell et, d'autre part, les rédacteurs en chef du journal NRC Handelsblad et ceux des magazines De Groene Amsterdammer, Vrij Nederland et Elsevier. Les trois premiers de ces médias sont considérés comme étant relativement libéraux et de gauche. Elsevier passe pour conservateur. La polarisation entre les libéraux et les conservateurs n'est pas aussi accentuée aux Pays-Bas qu'elle l'est qu'aux États-Unis.

La collaboration entre ces deux éléments est parfaitement logique. Les banquiers fournissent des fonds et ont accès aux plus hauts niveaux de la société, tandis que les médias façonnent l'opinion publique, même si, dans le cas des Pays-Bas, leur influence est modérée.

En 2016, vingt ans après la fondation de la Société Républicaine, peut-on dire qu'elle a été récompensée de ses efforts ? Il ne semble pas, car la maison royale d'Orange est toujours là et la plupart des gens ne connaissent même pas l'existence de la Société Républicaine. Le nouveau roi Alexandre et sa femme Maxima sont très appréciés par la population et, tant que cela continuera, il est peu probable que le public fasse pression pour que la monarchie soit abolie. Il est vrai que le grand-père d'Alexandre, le prince Bernhard, connu pour ses magouilles, a toujours été soupçonné d'être un opportuniste et que, de tous les membres de la maison royale, il était celui qui traînait le plus de casseroles, principalement à cause de son implication dans l'affaire Lockheed. En même temps, il est reconnu que les liens qu'il avait tissés avec les Etats-Unis pendant la Seconde Guerre mondiale et qu'il avait conservés ensuite ont vraiment bénéficié à l'économie néerlandaise. La plupart des Néerlandais voient Bernhard comme une personne qui a des opinions relativement libérales, le sens de la justice sociale et qui participe activement au mouvement environnemental et ils l'apprécient beaucoup pour cela. En outre, la Fête du roi, ou Fête de la reine, est un jour férié. La famille royale devra donc être secouée par bien d'autres scandales avant que les Néerlandais songent à remettre en cause la monarchie.

Cela ne signifie pas que la Société Républicaine n'ait aucune importance. Il y a quelques questions à poser sur ses membres et c'est exactement ce que nous allons faire dans cet article.

### 3. L'ISGP était entouré de membres de la Société Républicaine, sans s'en apercevoir

Heureusement, il n'est pas difficile de savoir qui sont les membres de la Société Républicaine. Leurs noms figurent sur leur site Internet, <http://www.republikeinsgenootschap.nl>, depuis le début des années 2000. Certains d'entre eux se démarquent immédiatement, car ils sont à peu près les seuls auteurs et militants de renom à avoir écrit des articles et soutenu des travaux critiques sur le Bilderberg et le prince Bernhard. Il s'agit notamment de Gerard Aalders (membre), Rene Zwaap du Groene Amsterdammer (membre) et Philip Droge (le site promeut son travail, mais il n'y est pas répertorié comme membre).

Aalders est chercheur à l'Institut néerlandais de documentation sur la guerre (Instituut voor Oorlogsdocumentatie), dont le directeur, Hans Blom, est aussi membre de la Société Républicaine.

Zwaap est journaliste au Groene Amsterdammer, dont les cadres sont fortement représentés dans la Société Républicaine.

Droge a écrit divers livres percutants sur la vie du prince Bernhard et d'autres membres de la famille royale, au point qu'il peut être considéré comme l'un des principaux auteurs conspirationnistes néerlandais.

## SR2

Fait intéressant, ces trois hommes – Aalders, Zwaap et Droge – sont à peu près les seules sources disponibles sur le 1001 Club, dont l'ISGP a été le premier à publier la liste des membres. Cependant, contrairement à l'ISGP, ces auteurs ne sont jamais allés jusqu'au bout de leurs enquêtes, se contentant d'aguicher le lecteur par la publications d'informations sensationnelles.

Quant à mes « relations » avec ces hommes, j'ai demandé une fois à Zwaap la liste des membres du 1001 Club, mais je ne l'ai jamais reçue. Cette histoire est en fait assez hilarante. Je venais d'entamer des recherches sur la théorie de la conspiration et d'ailleurs je n'avais même jamais encore fait de recherche. J'ai informé Zwaap que j'avais une liste des membres de la Pilgrims Society et je lui ai demandé s'il voulait l'échanger contre une liste des membres du 1001 Club. Il a accepté et je lui ai envoyé ma liste. Seul problème : je n'avais pas de photocopies à l'époque. Je n'avais qu'une compilation de noms, que je tenais des plusieurs sources individuelles différentes, dont le si « fiable » Fritz Springmeier (il s'est cependant avéré que la plupart des noms qu'il m'a donnés étaient bien ceux de membres de la Pilgrims Society). C'est la première et la dernière fois que j'ai été contact avec Zwaap. Plus tard, j'ai acquis des photocopies de la liste des membres du 1001 Club et de la Pilgrims Society. Six mois après la publication des photocopies de cette liste, Gerard Aalders l'a mentionnée au journal télévisé et c'est ainsi que le grand public a entendu parler pour la toute première fois de la Société Républicaine. Inutile de dire que, plus tard, j'ai été assez surpris de voir que Zwaap et Aalders étaient membres de ce groupe plutôt élitiste.

## SR3

Une autre surprise pour moi a été de constater que Harry van Bommel du Parti socialiste en faisait également partie. Fin 2010, un expert en politique étrangère d'un sénateur du Parti socialiste m'a appris que van Bommel était le SEUL membre du parlement néerlandais qui osait poser des questions sur le Bilderberg [4] – et van Bommel se trouve aussi être, non seulement, donc, membre de la Société Républicaine, mais aussi un agitateur pro-palestinien, un travail de premier ordre pour un agent de l' « aile libérale CIA ». Sur la base de ce dernier fait, il fallait s'attendre à ce que van Bommel ait travaillé avec Gretta Duisenberg, la plus célèbre activiste du lobby pro-palestinien et anti-israélien aux Pays-Bas.

De fait, il a organisé avec elle au moins une grande manifestation pro-palestinienne contre Israël. Dans la foulée, ils ont été tous deux poursuivis sans succès par le plus célèbre avocat des Pays-Bas, Bram Moszkowicz [5], Juif dont la famille défend depuis des décennies les plus grands criminels néerlandais, dont certains ont des liens avec les Orange. En 2014, l'ISGP a publié un article sur l'affaire Demmink où il est question de Moszkowicz et des affaires de conspiration auxquelles il est mêlé – et dont chacune ressemble à un scénario fait pour être joué dans la minuscule bulle où vit la classe dirigeante. Le procès intenté par Moszkowicz contre van Bommel et Duisenberg en est un autre exemple.

Comme prévu, Duisenberg elle-même a un curieux passé. À la fin des années 1970, elle a intégré le Transnational Institute (TNI), où elle a travaillé en étroite collaboration avec le lanceur d'alerte de la CIA et fondateur du magazine CounterSpy, Philip Agee. [6] Fait intéressant, qui a été mentionné dans l'article de l'ISGP sur « L'aile libérale de la CIA », TNI (ainsi que CounterSpy) était une branche de l'Institute for Policy Studies (IPS), groupe d'activistes socialistes fondé par des employés du gouvernement des Etats-Unis en désaccord avec le conseiller auprès de la Maison Blanche John McCloy (1895-1989) et le conseiller à la sécurité nationale McGeorge Bundy (1919-1996), deux dirigeants bien connus de la Fondation Ford, qui étaient également des hommes de Rockefeller. McCloy a aussi été un des membres éminents de la Pilgrims Society. À ce jour, l'IPS a reçu des millions de dollars des fondations rockefelleriennes, fordienne, macarthuriennes et sörösiennes de l'Eastern Establishment (\*) dirigées en sous-main par l'« aile libérale de la CIA ». Le groupe gère également l'encyclopédie en ligne anti-conservatrice Rightweb-irc-online.org, qui publie des informations sur les néoconservateurs et leurs think-tanks préférés. Après avoir flirté avec le TNI et Agee – qui a fini par être expulsé des Pays-Bas -, elle a eu une brève relation avec Hans van Mierlo, ministre de la Défense et invité à la conférence de Bilderberg en 1982 [7], avant de passer à Wim Duisenberg. Wim Duisenberg a occupé les fonctions suivantes :

- membre du personnel du FMI à Washington (1966-1969) ;
- membre du conseil de surveillance de Royal Dutch Airlines (KLM) depuis 1979. Il l'est donc devenu peu de temps après que le prince Bernhard a été contraint d'en démissionner à cause de son implication dans l'affaire Lockheed ;
- vice-président de la banque RABO (1979-1981) ;
- directeur de la banque des règlements internationaux (1988-1990 et 1994 -1997) ;
- président de la Banque centrale néerlandaise (1982-1997) ;
- premier président de la Banque centrale européenne (1998-2003) ;
- membre du conseil de surveillance de la banque RABO (2003-2005). [8]

Si l'on ne peut pas dire que Wim Duisenberg ait franchement milité pour la cause palestinienne, la monarchie néerlandaise et l'establishment qui l'entoure ont toujours eu, comme l'Eastern Establishment, un parti pris pour les Palestiniens. Cela est très probablement dû pour une large part aux intérêts pétroliers de l'establishment néerlandais, propriétaire de Shell et de diverses sociétés pétrolières en activité dans l'immense port de Rotterdam. Un des exemples les plus clairs du soutien de la superclasse à la cause palestinienne est The Rights Forum, ONG néerlandaise dont nous aurons à reparler plus bas. Un grand nombre de politiciens néerlandais à la retraite siègent dans son conseil d'administration. [9]

Mes recherches m'ont amené à examiner le cas d'autres membres de la Société Républicaine : Willem Oltmans, Pamela Hemelrijk, Britta Bohler et Thomas Ross.

Dans les années 1970, Oltmans s'est intéressé à l'assassinat de Kennedy et a même fait venir aux Pays-Bas George de Mohrenschildt, géologue pétrolier d'origine russe qui avait été chargé par la CIA de manipuler Lee Harvey Oswald et qui avait des liens avec les principaux dirigeants de l'industrie pétrolière au Texas. C'est lui qui avait mis les Oswald en contact avec Michael Paine et sa femme Ruth, laquelle avait également été chargée de manipuler les Oswald. Les parents de Michael Paine faisaient partie d'un vaste réseau occulte de désinformation géré par la CIA et entretenaient également des liens étroits avec le directeur de la CIA, Allen Dulles, tout comme de Mohrenschildt et certains de ses amis de l'industrie pétrolière. Evidemment, de Mohrenschildt s'est suicidé quelques heures avant que l'enquêteur de l'HSCA, Gaeton Fonzi, ne l'interroge. Il n'a pas été le seul suspect de l'assassinat de Kennedy à mourir subitement à l'époque.

Longtemps journaliste et chroniqueuse à l'Algemeen Dagblad, Pamela Hemelrijk en a été licenciée à la suite de l'assassinat de Pim Fortuyn, pour s'être comportée de manière irrationnelle et s'être déchaînée dans les colonnes de ce grand journal néerlandais contre l'establishment politique et médiatique qui avait diabolisé Fortuyn. Pim Fortuyn, candidat politique quelque peu conservateur, était également membre de la Société Républicaine. Theo van Gogh, autre membre de la Société républicaine et allié politique de Fortuyn, a été l'un de ceux qui ont apporté leur soutien à Hemelrijk. [10] En 2009, peu avant sa disparition, Hemelrijk était secrétaire et trésorière de la Klokkenuiders Online Stichting (Fondation en ligne des lanceurs d'alerte), présidée et gérée par Micha Kat. [11]

Kat est une vieille connaissance de l'ISGP. Il a apporté tout son soutien à l'article que l'ISGP a publié en 2007 sur l'affaire Dutroux ainsi qu'à la première version de l'article du même ISGP sur l'affaire Demmink. J'ai apprécié qu'il m'ait soutenu, même si j'ai toujours trouvé que le ton catégorique et accusatoire de son site Internet le dessert. Quelques années plus tard, j'ai découvert que Kat faisait partie d'un réseau de désinformation financé par des membres de l'establishment américano-néerlandais, dont Robert Rubinstein. Nous reviendrons plus bas sur ce personnage. Rien d'étonnant à ce que Theo van Gogh ait soutenu Kat et qu'il l'ait autorisé à faire campagne contre « l'establishment » sur son site Internet (De Gezonde Roker [Le fumeur en bonne santé]) de 2001 à 2004. [12]

Britta Böhler, deux ans après avoir rejoint la Société Républicaine [13], est devenue l'avocat de l'assassin de Pim Fortuyn, un environnementaliste radical du nom de Volkert van der Graaf. Pour pouvoir assurer sa défense, elle a été obligée de démissionner de son poste de présidente de Greenpeace Nederland, autre ONG financée par l'« aile libérale de la CIA ». Nous y reviendrons plus bas.

Quant à Tomas Ross, le plus célèbre auteur conspirationniste néerlandais, il a répandu de fausses informations sur l'affaire Pim Fortuyn avec le membre de la Société républicaine Theo van Gogh. [14]

#### 4. Une sorte de John Birch Society néerlandaise ?

Étant donné que la Société Républicaine ne comprend qu'environ deux cents membres, n'est-il pas tout simplement incroyable de trouver de telles personnalités parmi eux ?

Nous sommes en présence d'un réseau d'auteurs conspirationnistes, d'activistes et même un candidat au poste de Premier ministre qui se sont tous alliés contre l'influence de la famille royale, influence qu'elle doit principalement à ses liens étroits avec le Bilderberg. Aux Pays-Bas, il semble que, en dehors de ce petit réseau, personne ne soit autorisé à faire publier des livres sur le sujet et que, en tout cas, personne n'ait droit de s'exprimer sur ce sujet dans les colonnes d'un grand journal ou magazine. En outre, ces auteurs et activistes ont tendance à ne pas traiter à fond les faits qu'ils mentionnent et parfois même répandent des informations manifestement fausses.

C'est ici que la Société Républicaine commence à devenir vraiment intéressante. Compte tenu du nombre de scandales dans lesquels sont impliqués, sinon les membres de la famille royale, du moins les relations qu'elle a dans l'establishment et apparemment dans le monde du crime organisé, il semble que des dommages catastrophiques pourraient leur être causés par un journalisme d'investigation incisif et

une recherche historique sans complaisance. La Société Républicaine a les moyens de le faire et pourtant elle s'en est toujours abstenue.

La Société Républicaine rassemble un groupe d'anarchistes et de militants de gauche et de droite. À gauche, nous avons des communistes, des « socialistes pacifistes », des « provocateurs », des « radicaux », des fondateurs des Verts, d'anciens opposants à la guerre du Vietnam, d'anciens militants anti-apartheid, des théoriciens de la conspiration, des féministes et même un ancien maoïste. qui est devenu un défenseur virulent des droits des pédophiles. Autant dire que les Orange et le Bilderberg n'ont qu'à bien de tenir.

A droite, il n'y a pas grand monde, d'autant que, des trois principaux néo-conservateurs de la Société – Pim Fortuyn, Theo van Gogh et Tomas Ross -, les deux premiers ont été tués au cours de la période 2002-2004. Restent les éditeurs d'Elsevier, probablement le magazine politique le plus à droite aux Pays-Bas (le cofondateur et éditeur d'Elsevier des années 1950 aux années 1970, Henk Lunshof, était un anti-communiste notoire et rien n'indique que ses successeurs aient infléchi cette ligne). A la veille des élections néerlandaises de 2012, Elsevier a publié des articles ridicules intitulés, par exemple, « Les Pays-Bas sont beaucoup trop sages pour la dictature du SP » (« Nederland est veel te nuchter voor SP-dictatuur »), dans lesquels il était expliqué, presque à la manière de la John Birch Society, que « les médias représentent toujours l'église de la gauche ». [15] Un certain nombre des fondateurs et des membres de la Société Républicaine travaillent pour Elsevier.

Il est assez incroyable de voir l'extrême gauche coopérer avec l'extrême droite au sein de la Société Républicaine. Les choses deviennent encore plus intrigantes, lorsque l'on constate que la cohésion de ces éléments polarisants est assurée par un groupe de banquiers et d'exploitants de gisements pétrolifères, dont certains ont des liens avec le groupe Bilderberg de Bernhard et le 1001 Club, ONG que le mari de la reine Juliana dirigeait avec les Rockefeller.

En ce qui concerne précisément le groupe Bilderberg, trois fondateurs de la Société Républicaine ont été ses invités.

Roelof Nelissen, de la banque ABN-AMRO, devenue peu après la banque Mees Pierson, a été son hôte en 1979.

Ben Knapen y a été invité en 1991, alors qu'il venait d'être nommé rédacteur en chef du NRC Handelsblad, l'un des plus grands journaux néerlandais.

Pieter Korteweg, président de Robeco jusqu'à son rachat par IRABO en 1996, est le plus intéressant des trois. Comme Knapen, il a été invité au Bilderberg en 1991, puis, de 1992 à 1995, il a été trésorier honoraire du Bilderberg et membre du comité de direction du groupe avec Henry Kissinger et David Rockefeller. En dépit de la participation de Korteweg à la fondation de la Société Républicaine en 1996 et des attaques virulentes qu'a lancées une bonne partie de l'establishment néerlandais contre cette organisation à la suite des critiques qu'elle a faites du Bilderberg et des Orange, Korteweg a été invité au Bilderberg avec la famille royale en 1997 et 1998. [ 16 ] L'invitation apparaîtra moins paradoxale si l'on se souvient que les critiques de la Société Républicaine à l'encontre du Bilderberg et des Orange sont toujours demeurées relativement superficielles. D'ailleurs, lorsque, pour revenir à lui, Knapen est devenu président de Philips et qu'il a été révélé qu'il était membre de la Société Républicaine, il a pris ses distances d'avec celle-ci par crainte de perdre ses bonnes relations avec la famille royale. [17]

SR5

Les liens de la Société Républicaine avec le 1001 Club de Bernhard passent principalement par le président de la Société, Hans van den Bergh, neveu de l'ancien ministre de la Défense, membre du conseil consultatif du NRC Handelsblad et membre du 1001 Club, Sidney van den Bergh. Une cousine de Hans et de Sidney van den Bergh, Lily van den Bergh, est membre titulaire de la Société Républicaine. Hans et Lily ont écrit pour des médias proches de la Société comme NRC Handelsblad, Vrij Nederland et De Groene Amsterdammer.

En outre, le magazine conservateur Elsevier, dont nous avons vu qu'un certain nombre de cadres font partie de la Société, a des liens étroits avec le 1001 Club. De 1954 à 1987, Elsevier a été dirigé par un membre du 1001 Club, Rudolf van den Brink, dont le frère, banquier influent et magnat des affaires (AMRO Bank, Ford Pays-Bas, etc.), Jan van den Brink, a été membre du 1001 Club. À ce jour, le fils de Rudolf van den Brink joue un rôle clé dans le réseau Elsevier. Divers autres membres néerlandais du 1001 Club ont siégé dans le conseil d'administration d'Elsevier au cours des dernières décennies :

Dr. Pieter A. Blaisse (1911-1990) Philips, AMRO Bank, Thyssen-Bornemisza et Bilderberg ;

Allard Jiskoot (1918-1991), directeur d'AMRO Bank, directeur d'Elsevier et président du conseil d'administration de la banque Pierson, Heldring & Pierson, fondée par son grand-père ;

Cees van Lede (1942-?) (hôte du Bilderberg en 1989), Philips, JPMorgan Chase (Rockefeller) et le groupe Carlyle.

Il est vraiment intéressant que le personnel du magazine Elsevier ait fourni un grand nombre des fondateurs et des membres non fondateurs de la Société Républicaine. C'est un mouvement d'opposition curieux. Il semble avoir des similitudes avec l'extrême droite états-unienne (la John Birch Society, le Liberty Lobby, Alex Jones, etc.), qui elle aussi attaque l'establishment libéral. Ce groupe marginal ne franchit jamais certaines lignes et se concentre dans une très large mesure sur la diffusion de fausses informations. Dans certains cas, il peut être démontré qu'il le fait sous l'autorité d'éléments de la CIA, du Pentagone et de la superclasse.

L'extrême droite états-unienne mise à part, je ne serais pas surpris que la CIA et les services secrets néerlandais se servent de la Société Républicaine pour organiser et gérer l'opposition néerlandaise à l'establishment libéral. Comme, dans une société démocratique, le public a tendance à s'inquiéter, lorsqu'aucune voix dissidente ne se fait entendre, l'establishment n'a-t-il pas intérêt à créer de toutes pièces une petite clique de rebelles ?

Je ne prétends pas savoir avec certitude ce qu'est la Société Républicaine, je sais simplement qu'elle rassemble de nombreux éléments de gauche, dont les noms auraient sans aucun doute été mis sur la liste de surveillance des services de renseignement néerlandais, si la guerre froide faisait encore rage. D'autre part, force est de constater qu'il y a un décalage incroyable entre les dirigeants de la Société Républicaine et les nombreux gauchistes, écologistes et anarchistes qui ont rejoint la Société au fil des ans. Il se peut que ces membres de base croient honnêtement et sincèrement en la nécessité de transformer les Pays-Bas en une république, mais le magazine politique Elsevier, qui a joué un rôle important dans la fondation de la Société Républicaine, fait partie de l'establishment et n'est pas particulièrement socialiste.

## 5. La Nouvelle Société Républicaine : des liens avec l'establishment libéral ?

En étudiant la Société Républicaine, j'ai commencé à m'intéresser à un groupe apparenté : la Nieuw Republikeins Genootschap. Le groupe a été fondé le 20 janvier 1998, un an et demi après la création de la Société Républicaine. La Nieuw Republikeins Genootschap était déçue de la relative inaction de la Société Républicaine et était opposée à son élitisme. La Nouvelle Société Républicaine est ouverte à tous. [20]

Qui en sont les fondateurs ? Il s'agit d'Ewout Irrgang [21] et d'Elisabeth van der Steenhoven. On ne sait pas grand-chose de cette dernière. Quant à Irrgang, il est assez connu et il a un passé pour le moins intéressant. Né en 1976, il est l'un de ces éternels étudiants qui réussit tout ce qu'il entreprend et atteint directement les sommets. Il a fondé la Nouvelle Société Républicaine alors qu'il était encore étudiant.

- secrétaire du syndicat d'étudiants SRVU (Université libre) (1996-1997) ;
- rejoint le Parti socialiste en 1997 ;
- Licence en sciences politiques en 1999 et licence (ou maîtrise) en économie en 2000 ;
- Co-organisateur de la délégation du Parti socialiste au FMI et à la Banque mondiale à Prague (2000) ;
- Fondateur et président de la Nieuw Republikeins Genootschap (1998-2001) ;
- Co-organisateur du Klote Koninklijke Kermis (KKK) à l'occasion de la célébration de l'anniversaire de la reine Beatrix sur la place du Dam à Amsterdam (1999) [ 22 ] ;
- Sympathisant, sinon membre, du Het Witte Plein Comité, groupe contestataire qui a fait campagne contre le mariage royal en février 2002. Le HWPC comptait parmi ses membres le successeur d'Irrgang au conseil d'administration de la Nieuw Republikeins Genootschap [23] ;
- Président du Parti socialiste (1999-2005) ;
- Membre du personnel du service financier et économique de De Nederlandsche Bank (Réserve fédérale néerlandaise) (mai-octobre 2005) ;
- Député du Parti socialiste (2005-2012) ;
- Directeur technique de la Fondation PharmAccess à Dar-es-Salaam, en Tanzanie, depuis 2013. [24]

La biographie d'Irrgang me laissait perplexe avant même que je n'apprenne qu'il allait travailler pour la Fondation PharmAccess. Il avait le profil pour être recruté comme agent des renseignements. Pourquoi ne l'avait-il pas été alors qu'il était étudiant à l'Université libre ? De plus, PharmAccess est une ONG dont le projet chevauche celui de la Fondation Rockefeller et de la Fondation Ford [ 25 ], qui ont toutes deux des liens profonds et de longue date avec l'« aile libérale de la CIA ». Les liens de la CIA avec ces fondations ont été examinés en détail dans l'article de l'ISGP sur la Pilgrims Society et dans les articles du même ISGP sur « L'aile libérale de la CIA ».

La biographie d'Irrgang me laissait perplexe avant même que je n'apprenne qu'il allait travailler pour la Fondation PharmAccess. Il avait le profil pour être recruté comme agent des renseignements. Pourquoi ne l'avait-il pas été alors qu'il était étudiant à l'Université libre ? De plus, PharmAccess est une ONG dont le projet chevauche celui de la Fondation Rockefeller et de la Fondation Ford [ 25 ], qui ont toutes deux des liens profonds et de longue date avec l'« aile libérale de la CIA ». Les liens de la CIA avec ces fondations ont été examinés en détail dans l'article de l'ISGP sur la Pilgrims Society et dans les articles du même ISGP sur « L'aile libérale de la CIA ».

En guise de conclusion à cette section, il faut dire quelques mots d'Anjo Clement, membre du conseil d'administration de la Nouvelle Société Républicaine depuis 2002 et président de la Société depuis 2011. Ancien étudiant de l'université de Tilburg, il participe à des protestations nationales depuis les années 1960. Plus récemment, il est devenu employé de l'administration publique de La Haye, où il était chargé d'assurer la liaison entre la municipalité néerlandaise et l'Union européenne. L'un des projets sur lesquels il a travaillé a permis à cinq communautés israéliennes et palestiniennes de collaborer en paix. Le projet était financé par l'« aile libérale de la CIA ». [26]

A l'instar d'Irrgang, Clément serait un agent idéal de l'élite libérale atlantiste, qui aujourd'hui encore est plus pro-arabe que pro-israélienne. La seule différence d'opinion perceptible entre les membres de cette élite et lui est qu'il aimerait faire des Pays-Bas une république comme la France ou les Etats-Unis. C'est tout. La Nouvelle Société républicaine n'est peut-être pas aussi élitiste que la Société Républicaine, mais elle ne donne pas pour autant l'impression d'être animée par de « simples citoyens ».

## Partie 2 : Vérité et mensonges sur l'assassinat de Fortuyn (et sur l'Irak)

### 6. L'assassinat de Pim Fortuyn et de Theo van Gogh, membres de la Société Républicaine

Il y a certainement des informations bien plus intrigantes que celles qui ont été examinées jusqu'ici. Deux membres importants de la Société Républicaine ont déjà été mentionnés : le professeur Pim Fortuyn, ancien chroniqueur d'Elsevier (ce qui explique qu'il soit devenu membre de la Société) et candidat au poste de Premier ministre aux élections de 2002 ; et Theo van Gogh, son ami devant les caméras. Fortuyn militait depuis longtemps contre l'Islam. En 1997, par exemple, il a écrit « Tegen de islamisering onze cultuur » (« Contre l'islamisation de notre culture »), aujourd'hui plus pertinent que jamais. En même temps, il était très pro-israélien et pouvait donc être qualifié de néo-con, un néo-con rationnel et pragmatique. [27] Paradoxalement, il a été abattu par un activiste écologiste, une semaine

avant les élections de 2002. Deux ans plus tard, en 2004, Van Gogh a été tué dans la rue par un musulman radical.

Van Gogh était l'un des plus fervents soutiens d'Ayaan Hirsi Ali [28], musulmane dont la campagne parlementaire tournait autour du fait que, comme toute musulmane, elle avait subi une excision. Après l'avoir tué, le djihadiste a posé sur la poitrine de Van Gogh un papier sur lequel était écrit qu'Ali serait la prochaine. [ 29 ] Intimidée, Ali a fui aux États-Unis, où elle n'a pas tardé à décrocher un poste de professeur invité à l'American Enterprise Institute [ 30 ], qui compte parmi ses membres de nombreux néo-extrémistes, comme Richard Perle et Michael Ledeen. Finalement, elle a épousé Niall Ferguson, membre important de la superclasse, avec qui elle a participé au 40e anniversaire de Nat Rothschild en 2011. [31] Au fil des ans, j'ai découvert que Hirsi Ali appartient à d'autres ONG. Elle est chercheuse au Centre Belfer pour la Science et les Affaires internationales à Harvard, qui compte parmi ses membres et ses conseillers Nat Rothschild, Oleg Deripaska, oligarque russe et principal partenaire d'affaires de Rothschild, James Schlesinger et John Deutch ainsi que certains des plus proches conseillers économiques et amis de David Rockefeller. [32] Hirsi Ali est également membre de la Fondation OpenDemocracy, fondée et financée par George Sörös ainsi que par la Fondation Ford et le Brothers Fund de Rockefeller. [33] Enfin, Hirsi Ali a été membre de la Mont Pelerin Society [34], comme son mari, Niall Ferguson qui appartient également à des ONG comme la Conférence de Munich sur la Sécurité, l'Institut pour le Dialogue Stratégique, l'institut Hudson, la Herzliya Conference (Israël) et Tomorrow: The Israel Presidential Conferences.

Beaucoup de Néerlandais s'inquiétaient déjà pour Fortuyn dans les semaines qui ont précédé son assassinat. Il avait été menacé et attaqué à plusieurs reprises et avait de plus en plus peur de marcher dans la rue – du moins dans certaines grandes villes. Dans plusieurs interviews télévisées, Fortuyn a déclaré qu'il avait besoin d'une protection. Aucune protection ne lui a été accordée par le gouvernement, dirigé alors par Wim Kok (plus tard membre du conseil consultatif de Royal Dutch Shell [2003-2005], président du Club de Madrid [2010-2014] et administrateur de l'International Crisis Group de Sörös [35]). Ce refus a provoqué des remous après sa mort. [36]

Fortuyn n'a jamais mérité les agressions verbales et physiques dont il a été victime. Il avait simplement une approche réaliste du problème de l'immigration, problème énorme pour la population néerlandaise, mais dont il est complètement impossible de discuter dans les médias. Pour illustrer notre propos, voici ce qu'a déclaré Fortuyn lors d'un débat auquel il participait avec d'autres candidats de premier plan le 21 mars 2002 à l'Université Erasmus de Rotterdam :

« Bien sûr, il faut saluer les réussites, mais il faut les voir dans un contexte de 20 ans d'échec et je viens d'une ville, Rotterdam, où tout va à vau l'eau et où la croissance démographique est sérieusement déséquilibrée. Le PvdA, parti [travailliste] qui a tourné le dos à ses électeurs, s'est assuré que le problème multiculturel ne puisse pas être abordé. Chaque fois que nous avons essayé, même avec des veuves de dockers, qui étaient disséminées dans des communautés où vivaient 70 nationalités [du tiers monde, des Arabes et des noirs]... elles ont été accusées d'être racistes par les membres de votre parti et par votre conseiller municipal, M. Rosenmöller [de la Gauche Verte], et pourtant ces femmes n'étaient pas racistes. »

« Nous ne pouvions parler de rien. Tout était considéré comme stigmatisant, nous ne pouvions prendre aucune mesure et nous n'avions pas le droit de connaître [les faits], tout cela grâce à l'égglise des gauchistes [pointant du doigt le dirigeant de D66 Thom de Graaf]. Et vous aussi vous en faites partie (\*\*). »

Les candidats des partis traditionnels n'avaient pas grand-chose à lui opposer, hormis la rhétorique creuse du politiquement correct. Le leader du PvdA, Ad Melkert, lui a répondu, réprobateur : « Vous pouvez apprendre beaucoup des autres cultures. » Paul Rosenmöller a ajouté sur un ton faussement ému : « Faites attention à ne pas créer de problèmes là où il n'y en a pas !... Ne vous laissez pas aveugler par les chiffres, là où s'agit de personnes. » [37] En d'autres termes, ces politiciens traditionnels n'auraient rien changé. Mais le changement est exactement ce qu'exigeaient les gens.

Deux ans plus tôt, en 2000, la presse avait déjà admis que les statistiques révélaient une évidence : « Le chômage, la pauvreté, le décrochage scolaire et le crime se sont accumulés à cause des minorités ethniques. » [38] Dans les années qui ont suivi l'assassinat de Fortuyn d'autres études l'ont amplement confirmé. L'ISGP a examiné ces études en détail dans un certain nombre d'articles, dont un sur le taux de criminalité des noirs – qui donne également des informations sur les chiffres de la criminalité arabe aux Pays-Bas – et un autre sur les agressions sexuelles commises par des Arabes dans les piscines aux pays-Bas et dans le monde. Le fait est que les taux de criminalité et de soutien au djihadisme sont quasi apocalyptiques chez ces populations. Il y a déjà très longtemps que l'Europe de l'Ouest n'a plus les moyens d'absorber les masses culturellement peu sophistiquées du tiers-monde, dont la plupart refusent de s'intégrer. Mais il semble que l'immigration soit la seule solution que les élites aient trouvée pour lutter contre le vieillissement de la population, qui est certainement un problème considérable.

Fortuyn a été diabolisé, espionné et apparemment intimidé par les services secrets néerlandais à cause des positions politiques qu'il a prises, tout cela pour être assassiné par un militant écologiste quelques

jours avant des élections au poste de Premier ministre qu'il avait de très grandes chances de gagner. Nous y reviendrons plus en détail dans la suite de cet article.

La mort de Theo van Gogh est presque aussi curieuse que celle de Fortuyn. Il a été tué par Mohammed Bouyeri, membre du groupe Hofstad, qui était complètement infiltré par les services de renseignement néerlandais. Les services de renseignement néerlandais avaient réussi à faire héberger le groupe dans une maison qui avait été mise sur écoute. Certains des hommes du groupe étaient des informateurs du renseignement néerlandais. Inutile de dire que les autres n'aient pas été arrêtés avant de passer à l'acte a soulevé bien des questions.

7. Tomas Ross, membre de la Société républicaine, répand de fausses informations sur le meurtre de Fortuyn

Les choses deviennent encore plus bizarres. Avant d'être assassiné, van Gogh et l'auteur de « faiction » (comprendre : faits + fiction) Tomas Ross, le gourou des médias hollandais pour tout ce qui concerne les conspirations et les services secrets, avait travaillé sur un film dans lequel Fortuyn était tué à la suite d'une conspiration de grande envergure similaire à celle dont avait été victime John F Kennedy. Ross est membre de la Société Républicaine. En mai 2012, il a de nouveau fait la une des journaux, lorsqu'il a affirmé que Fortuyn avait été tué de la même manière que Kennedy. Cependant, une simple analyse de ses arguments révèle qu'ils ne tiennent absolument pas la route. Prenons-en deux : il aurait été techniquement impossible que des douilles aient été trouvées à une distance de plus de 10 mètres du corps de Fortuyn ; il existerait des preuves que les tirs provenaient de deux directions différentes. Voici un extrait de l'un des articles qui reprend les affirmations de Tomas Ross :

« Une balle a été retrouvée à plus de 10 mètres de Fortuyn, ce qui est techniquement impossible au vu du pistolet utilisé par Volkert van der G. pour le meurtre. Et une phrase aurait été retirée du rapport d'autopsie. Dans ce rapport, le pathologiste écrit que l'une des balles qui se sont logées dans la tête de Fortuyn n'y serait pas entrée par l'arrière, mais par l'avant.

« En outre, des témoins comme le présentateur de radio Ruud de Wild et le membre du LPF Albert de Booy affirment que Fortuyn serait tombé à genoux avant que van der Graaf n'ait tiré le premier coup de feu, donc van der G. tirait sur le cadavre de Fortuyn. » [39]

Le fait est que rien ne saurait être plus éloigné de la vérité. Intéressons-nous aux déclarations des témoins de cet événement. Voici le témoignage officiel de Hans Smolders, chauffeur et ami proche de Fortuyn, qui était assis dans la voiture, quand les premiers coups de feu ont été tirés :

« Le 6 mai 2002, de 16h00 à 18h00, Fortuyn a donné une interview à Studio 3 FM (le tribunal comprend que cette radio est située à Hilversum). L'interview s'est achevée peu avant 18 heures, après quoi Fortuyn et moi avons quitté les lieux. Puis j'ai entendu des coups de feu [j'étais dans la voiture et Fortuyn dehors], deux, me semble-t-il, j'ai vu Fortuyn tomber par terre et à environ 1,5 mètre de Fortuyn, j'ai vu un homme debout une arme à feu à la main. Cet homme a tiré plusieurs autres coups, trois ou quatre, le tireur s'est enfui rapidement et je l'ai poursuivi. »

Les témoins Ruud de Wild, Sander de Heer et Jeroen Kijk ont participé à l'émission de télévision Barend etnvan Dorp (Villa BvD) le lendemain de la fusillade. Ce pourrait être une coïncidence, si ce n'est que le co-présentateur Fritz Barend est membre de la Société Républicaine, de même que Jan Mulder, un habitué de l'émission. Je rappelle que cette Société compte seulement environ deux cents membres aux Pays-Bas.

En fait, Fortuyn tenait le bras de Ruud de Wild au début de la fusillade. Rappelez-vous que, selon Ross, Ruud de Wild a affirmé que Fortuyn s'est effondré à terre avant que Volkert van der Graaf ne commence à tirer sur lui. Voici le récit de de Wild qui a d'ailleurs mis des mois à se remettre psychologiquement de la fusillade :

« Je me retourne et un gars arrive [sur le parking] ... La seule chose que je vois, c'est une casquette de base-ball grise, c'est tout ce que j'ai vu de lui. Il tenait en l'air un sac en plastique. Il a commencé à tirer par le haut, sur le côté du sac en plastique, et après le deuxième coup, j'ai commencé à avoir mal à la tête, parce que mon oreille gauche s'est bouchée... Mes oreilles ont commencé à me faire tellement mal que je me suis baissée vivement. Il a tiré un quatrième coup, puis un cinquième et un sixième – et il les a tirés de loin, car il avait déjà commencé à courir, il a continué à tirer et je me suis penché derrière la voiture de Pim. Et il y a eu un sixième coup, qui a atterri dans la voiture... Je continue à sentir la main de Pim – et ensuite je la perds. »

Intéressant. Il est absolument clair que les deux premiers coups de feu ont été tirés par van der Graaf, car les oreilles de de Wild ont commencé à lui faire mal après s'être bouchées à cause de la détonation. Si Fortuyn avait été abattu sous un angle différent, de Wild (dont Fortuyn tenait le bras) ou quelqu'un d'autre ne l'aurait-il pas remarqué et ne l'aurait-il pas indiqué lors de l'interview télévisée ? Le fait que

van der Graaf ait tiré ses derniers coups tout en s'enfuyant explique aussi facilement pourquoi l'une des douilles a été retrouvée à plus de 10 mètres du corps. Les deux autres témoins ayant participé à Barend en Van Dorp, Sander de Heer et Jeroen Kijk, ont donné des descriptions similaires de l'événement.

Et voici comment van der Graaf lui-même s'est souvenu de l'événement au cours de son procès :

« J'ai marché dans la direction [de la victime], je portais une casquette et des lunettes de soleil... J'ai levé les deux bras [alors que] l'arme était encore dans le sac en plastique... Arrivé à 1.5 mètres de lui [J'ai commencé à tirer]... Je me souviens encore que j'ai tiré les deux premiers coups dans la partie supérieure du dos [de la victime], j'ai tiré au total cinq fois... Le sixième coup s'est déclenché par accident et je crois que c'est à ce moment-à que je suis tombé à terre. J'ai vu la victime s'écrouler et j'ai encore tiré, j'ai délibérément visé la tête. »

Ce sont les seuls témoignages que j'ai pu trouver pour l'instant et ils sont tirés de documents judiciaires. Pour une raison quelconque, ces petits détails n'ont guère été rapportés dans les médias néerlandais. Mais ce qui s'est passé est clair : van der Graaf s'est approché de Pim Fortuyn par derrière, a tiré deux coups de feu, est passé devant lui, a vu Fortuyn s'affaïsser sur les genoux (puis sur le dos) et lui a tiré trois balles dans la tête (Ruud de Wild a vu les trous dans sa tête). Au moment où il a tiré ses derniers coups, van der Graaf s'enfuyait, poursuivi par le chauffeur de Fortuyn, Hans Smolders. Aucun mystère jusqu'ici.

## 8. Ross, le néo-con

Ross collaborait avec Théo van Gogh dans le but de susciter un débat public sur le meurtre de Pim Fortuyn et ce n'est pas la première fois que les deux familles se rencontraient. Résistant, le père de Ross est devenu membre du BVD, l'ancêtre de l'AIVD, dans les années qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale [40] et le père de Theo van Gogh lui aussi a travaillé pour le BVD comme agent spécialisé dans la collecte d'informations sur le Kremlin. [41] Un oncle et homonyme de Theo van Gogh a été exécuté par les Allemands pour avoir appartenu à la Résistance, mais nous disposons de très peu d'informations sur ces « ancêtres » – ce qui est dommage, étant donné les liens étroits que le prince Bernhard a entretenus après la Seconde Guerre mondiale avec les membres des services secrets néerlandais qui avaient fait partie de la Résistance [\*\*\*]. Si van Gogh était relativement modéré, Ross est un véritable néoconservateur, comme en témoigne l'affirmation qu'il a faite, quelque peu insensée et complètement discréditée, que l'Irak était derrière le 11 septembre. Elle est sortie tout droit du livre de l'ancien

directeur de la CIA, James Woolsey. Ross estime également que l'Etat a le droit de limiter les libertés personnelles au nom de la sécurité nationale. Est-ce là un enquêteur vraiment indépendant et objectif ?

Voici la théorie que Ross avançait sur l'Irak et le 11 septembre, deux mois après l'attaque :

« Avec l'attaque contre le WTC, la première étape a été franchie : ils veulent donner du pouvoir aux masses du Moyen-Orient, un sentiment d'estime de soi, nous pouvons battre les Américains ! ... Ils savaient qu'une contre-attaque viendrait. Maintenant, ils veulent trouver quelque chose qui renverse la situation. Plus de grandes attaques terroristes, mais la création de flux de réfugiés, dont les images feront le tour du monde. Bientôt, une partie de la civilisation occidentale ne considérera plus l'Amérique comme une victime, mais comme un agresseur. Saddam Hussein se présentera comme un médiateur : Ben Laden est le terroriste, l'agresseur américain et Hussein le sauveur et, par sa diplomatie, il assure à son régime le soutien des pays musulmans modérés du Moyen-Orient. » [42]

Il faut reconnaître que Ross a pondu là une très belle fiction (\*\*\*\*). Là encore, Ross peut toujours se cacher derrière son rôle d'auteur de « faiction ». Sa capacité à représenter l'assassinat de Fortuyin de manière caricaturale chaque fois qu'il passe à la télévision ne fait-il pas de lui l'outil ultime pour discréditer toutes les « théories du complot » ? Voici trois autres déclarations de Ross, dans lesquelles il utilise la même logique que ceux qui ont voté l'US Patriot Act, approuvé par le Congrès en 2003 :

« [L'accord de Schengen, limitant les contrôles aux frontières entre les différents pays européens] n'est pas bon... Ils devraient filtrer tout le monde, pour notre propre sécurité... Où est le problème ?

« Les politiciens qui prétendent que la vie privée est plus importante que la sécurité se trouvent dans une position très privilégiée. »

« Il est trop simpliste de dire, comme c'est le cas en droit pénal, que quelqu'un qui a préparé un crime est innocent parce qu'il n'est pas passé à l'acte... Le droit pénal est dépassé, il doit donc changer ... La balance penche de plus en plus en faveur du suspect, alors qu'elle devrait pencher en faveur des victimes potentielles. » [43] (\*\*\*\*\*)

Il semble exister des liens entre Tomas Ross et le réseau du Cercle. Il n'a probablement jamais participé à aucune de ses réunions, mais je serais surpris que des membres du Cercle comme Louis Einthoven et

Cees van den Heuvel (responsable de la branche hollandaise de la Human Ecology Fund, qui était liée au projet MK-ULTRA) n'aient pas eu partie liée avec les services de renseignement néerlandais, pour qui, comme nous l'avons dit, le père de Ross a travaillé. Le lecteur en saura plus à ce sujet dans l'article de l'ISGP sur l'affaire Demmink.

9. Si Ross a menti à propos d'un second tireur, Ine Veen aussi

SR6

Ross n'a pas été la seule personne à prétendre que deux types de balles différents ont été trouvés dans le corps de Fortuyn et que la preuve de l'existence d'un second tireur se trouve dans les témoignages des témoins. La même affirmation a été faite par Ine Veen, auteur de *Moord names de Kroon ?* (2007) (Un Meurtre commandité par la Couronne ?). L'oncle de Veen était Johan van Hulst, éminent politicien chrétien qui a siégé à la fois au Parlementaire néerlandais et au Parlement européen. Mannequin, chanteuse et actrice des années 1950 à 1980, Veen connaissait beaucoup de monde dans les médias.

Comme l'ouvrage de Tomas Ross, le livre de Veen a eu un certain écho dans les journaux télévisés néerlandais. A l'époque, il m'a paru étrange qu'elle ait été interviewée dans une pièce mal éclairée et qu'elle ait été présentée comme une ufologue. La même ambiance régnait dans les conférences auxquelles elle a participé par la suite. J'en ai conçu une certaine méfiance à son égard. Mon scepticisme n'a fait que croître à la lecture d'une bonne partie de son livre. Une de ses spécialités est de ressasser la théorie qui avait été échafaudée sur le forum Internet de Pim Fortuyn par un certain « Mishima Cyber Command ». Selon cette théorie, le trafiquant d'armes syrien Monzer al-Kasser a été utilisé pour recruter un musulman fondamentaliste du nom d'Abu Fatah et cet Abu Fatah est le second tireur. Veen identifie « Mishima Cyber Command » comme étant un agent du renseignement néerlandais et explique qu'il a travaillé pour la CIA. Compte tenu du contenu des messages de MCC, il ne me surprendrait pas que ceux-ci aient été effectivement écrits par un agent du renseignement néerlandais. Mais Veen, pour une raison quelconque, suppose que MCC dit la vérité. J'ai lu les messages en question à plusieurs reprises, sans parvenir à comprendre comment elle en était arrivée à cette conclusion. Le fait est que les affirmations de MCC étaient absurdes, car, je le répète, il n'y absolument aucune preuve qu'il y ait eu un second tireur. Comme par hasard, un rapport de police a été divulgué à Ine Veen qui est censé fournir des preuves qu'un second type de balle a été retrouvé sur la scène du crime. Il doit s'agir d'un faux rapport – car aucun des témoins du meurtre ne fait état d'un second tireur (dans le cas de l'assassinat de Kennedy, en revanche, les témoins évoquent bien un second tireur).

## 10. Les faits établis : retard de l'ambulance, porte défectueuse et arrestation rapide

Toutes les absurdités soutenues par Tomas Ross et Ine Veen en arriveraient presque à nous faire oublier les questions légitimes qui entourent le meurtre de Fortuyn. Il est vrai, par exemple, que l'ambulance est arrivée très tard, en partie parce que la porte d'accès au parking, où Fortuyn était allongé, ne s'est pas ouverte. Pour avoir une idée de ce qui s'est passé dans la première demi-heure qui a suivi le meurtre, il faut se tourner de nouveau vers les témoins Ruud de Wild, Sander de Heer et Jeroen Kijk, dont les premières descriptions excluaient la possibilité d'un second tireur. Voici des extraits de l'interview qu'ils ont accordée le 7 mai 2000 :

Ruud de Wild : « L'ambulance est arrivée en 9 minutes ? C'est n'importe quoi, de la pure foutaise. Et tout ce que racontent les journaux, ce ne sont que des rumeurs. »

Jeroen Kijk : « La policière de Hilversum a dit que, selon certaines rumeurs, il y avait toujours des coups de feu dans le coin [ce qui ne permettait pas à l'ambulance d'y accéder], mais la vérité est que l'ordinateur de la barrière du parking avait planté. »

Sander de Heer : « J'entends encore le porte-parole de la police : « Nous ne savons pas s'il est mort sur le coup. » Je me tenais au-dessus de lui, il respirait encore... Il respirait doucement et se détendait... Ce que je viens de dire, j'ai entendu la police le dire ce soir-là : « Nous ne savons pas s'il était mort sur le coup. » Je me suis dit à moi-même : « Ouais, vous auriez dû m'interviewer alors. Quelle connerie. Je l'ai vu respirer pendant encore 15 minutes... »

« Il a fallu au moins 20 minutes à la police et à l'ambulance pour arriver, la barrière à l'entrée ne s'est même pas ouverte... Je me suis éloigné, je me suis dit qu'une ambulance arriverait peut-être, puis, en passant devant les barrières du parking, je leur ai dit : « Par Ici, venez par ici ; ici, il faut entrer. » Rien, rien, rien... L'ambulance est restée cinq minutes devant la barrière. J'étais devant l'ambulance, derrière la barrière ... La porte ne s'ouvrait pas... [Ruud de Wild s'écrie : « Une honte! » ] »

« J'étais à côté du poste de sécurité de la barrière et j'ai demandé : « Pourquoi la porte ne s'ouvre-t-elle pas ? Il y a quelqu'un en train de mourir ici ! » Réponse : « Oh, il faut juste que nous redémarrions l'ordinateur. Juste une minute. » C'est ce qu'il a dit texto et j'ai vu le système informatique redémarrer, redémarrer et la porte a fini par s'ouvrir. »

Sander de Heer s'est également exprimé sur le contraste entre la rapidité avec laquelle le tireur avait été arrêté et le retard de l'ambulance :

« Ouais, j'ai trouvé ça étrange que nous ayons dû attendre si longtemps une ambulance alors qu'à six heures et demie il avait déjà été arrêté par une équipe de police. »

Hans Smolders, le chauffeur de Fortuyn qui, on s'en souvient, a poursuivi le tireur, a expliqué comment van der Graaf a été capturé si vite, mais il était encore un peu surpris du nombre de policiers présents à l'arrestation de celui-ci : « J'ai appelé le 112 [911] et j'ai expliqué à la police où nous nous trouvions, dans quelle rue et c'est ainsi qu'il est tombé dans le piège que lui avait tendu la police à la station d'essence... Oui, il y avait beaucoup de policiers, ce qui m'a aussi surpris, mais sur le moment j'étais vraiment content, bien sûr – j'étais content que nous l'ayons eu. » [44]

#### 11. L'ancien chauffeur de Fortuyn soupçonne une conspiration de l'establishment

Smolders a été invité à l'émission de Menno Buch le 17 mars 2003. Loin d'accepter d'être qualifié de héros par le gouvernement hollandais ou par Buch, il a critiqué l'establishment politique : « Je ne veux vraiment pas accepter ce titre [de la reine], il semble que beaucoup de gens ont oublié ce qu'on a fait à Pim. Regardez, nous parlons de Volkert van der G., qui a appuyé sur la gâchette et il doit en assumer la responsabilité à 100% et doit être sévèrement puni, mais ceux qui prétendent que Pim était raciste ont vraiment créé le climat qu'il fallait pour que Volkert passe à l'acte... Eh bien, oui, mais cet establishment et cette élite politique [dont fait partie la reine] ont pété un plomb quand Pim a fait son entrée sur la scène politique. Ils étaient probablement prêts à commettre un meurtre afin de faire disparaître Pim de la scène politique et il a effectivement été assassiné ! Si ça n'avait pas été Volkert, ç'aurait été quelqu'un d'autre, si ça n'avait pas été le 6 mai, ç'aurait été le 10 mai ou le 2 juin. Le climat qui a été créé était très préoccupant. Et si vous êtes directement mêlé à tout ça, alors vous ne savez vraiment pas ce qui vous arrive. Vous vous dîtes : « Ce n'est pas possible que ça soit arrivé dans ce pays. » »

SR8

C'est là un point sur lequel Smolders n'a pas cessé de revenir au cours de cette interview. Il semblait être d'accord avec Buch pour dire que van der Graaf n'aurait peut-être jamais été capturé, s'il ne l'avait

pas poursuivi. Smolders a donné plusieurs autres interviews à la télévision néerlandaise pour le premier anniversaire du meurtre de Pim Fortuyn. Chaque fois, il a attaqué l'establishment et a défendu l'héritage de Fortuyn. Voici ce que Smolders a dit à Daphne Bunsboek sur Good Morning Netherland le 6 mai 2003 : « Oui, une certaine colère est née en moi,. Avant j'étais vraiment un gars très calme. Il y avait des gens que j'admirais, comme [le premier ministre Wim] Kok, etc. Et puis je me suis engagé. Vous voyez bien qu'il y a une partie de ce pays qui ne voit rien et empêche ce pays de desserrer l'étau dans lequel il est pris. Si M. [Rob] van Gijssel n'avait pas eu le courage de se dresser contre eux, nous ne saurions toujours rien du système d'appels d'offre truqués dans le bâtiment [Bouwfraude]. Il y a des tas de dossiers que nous ne connaissons pas : l'affaire JSF et ainsi de suite. Au sujet du Bouwfraude, ils mentent et noient le poisson, ces ministres. [Tineke] Netelenbos déclare : « Un compte fictif ? L'argent qui est dessus est-il fictif aussi ? » Faut-il vraiment que ce soient des types pareils qui dirigent le pays ? Qu'est-ce qu'on nous chante ? ... [Jan Peter Balkenende] n'est pas honnête. Jan Peter a tout pour être un bon Premier ministre, mais il n'arrête pas de pratiquer la langue de bois ... Allez, dis-la vérité, crache le morceau... Écoutez, la reine a abusé de son pouvoir et Wim Kok était au courant. »

« Écoutez, c'est logique, si l'on excepte le leader, il y a des gens [dans le parti] qui n'ont rien à y faire. Qui n'ont pas été capables de se conduire en adultes, parce qu'ils étaient en contact permanent avec les médias. Parce qu'il est vrai que les médias ont détruit la réputation de Pim Fortuyn, Ils ont suivi aveuglément l'élite... Wim Kok dit : « Il va diviser le pays et il est asocial et il sème la haine. » Mais c'est lui-même qui est responsable [de cette division et de cette haine], puisqu'il a entassé ces pauvres immigrés dans les vieux quartiers, sans aucune perspective – et leur a permis de vivre de l'assistance sociale. »

De 2006 à 2010, Smolders a siégé à la Chambre des représentants, dans le vain espoir de sauver l'héritage de Pim Fortuyn. En 2012, il a donné une autre interview, où il apparaît clairement qu'il n'a pas changé d'avis sur l'assassinat de Fortuyn :

« Je ne voulais pas faire de la politique, mais je me suis dit que j'allais aider quelqu'un [Pim] qui combattait les partis de l'establishment, Je ne suis pas naïf au point de penser qu'on peut changer quoi que ce soit en politique. C'est une structure de type mafieux. Ce n'est pas une promenade. Ils font tout pour vous détruire. » [45]

Dans cette même interview, Smolders a clairement déclaré qu'il croyait qu'il y avait des gens qui avaient manipulé van der Graaf ou lui avaient ordonné de commettre le meurtre :

« Je suis heureux qu'il ait commencé à parler, parce que je veux la vérité, je veux savoir pourquoi il a fait ce qu'il l'a fait, dans quel but... Toute cette histoire telle qu'il l'a racontée au cours du procès me semble incohérente. Je pense donc que ce serait bon qu'il dévoile l'arrière-plan ; qu'il dise avec qui – sur les ordres de qui – il a commis ce meurtre. »

Pour une raison quelconque, la personne qui l'a interviewé ne lui a pas demandé d'expliquer cette affirmation. Étrange, car pimfortuyn.com, auquel collabore cette personne, est un site conspirationniste (d'ailleurs pas très bien documenté). Et, naturellement, le courriel rempli de questions que l'ISGP a envoyé au site à ce sujet est resté sans réponse.

## 12. Le téléphone de l'assassin de Fortuyn sur écoute

Thomas Ross, ce membre néo-con de la Société Républicaine qui, comme indiqué plus haut, avait accusé à tort l'Irak d'être derrière les attentats du 11 septembre et avait affirmé, toujours à tort, qu'un second tireur était impliqué dans l'assassinat de Pim Fortuyn, a cependant dit sur l'affaire Fortuyn des choses avec lesquelles je suis d'accord, du moins dans une certaine mesure :

« La thèse a toujours été, bien que je ne puisse pas le prouver, qu'ils [les services secrets néerlandais] savaient que Volkert van der G. assassinerait Fortuyn. L'AIVD [les services secrets néerlandais] surveillait Volkert depuis longtemps. Il était soupçonné d'avoir perpétré avec un ami l'assassinat d'un fonctionnaire du ministère de l'Environnement [Chris van der Werken] en 1996. Son mouvement écologiste « Milieu Offensive » était perçu comme une menace à la sécurité nationale et comme un mouvement très radical. Ils étaient surveillés par la police, car la surveillance de ce genre d'individu n'entre pas dans les fonctions de l'AIVD. Quatre mois avant l'assassinat, Volkert a dit au téléphone à son ami Sjoerd van der W. : « le bâtard doit mourir ». « Chut », répond l'autre voix, nous pourrions être surveillés. » « Je voulais dire 'le faire taire', bien sûr », lui dit Volkert. » [46]

Il est exact que le tueur de Fortuyn, Volkert van der Graaf, est lié de près au meurtre du fonctionnaire du ministère de l'Environnement Chris van der Werken. Le simple fait que van der Graaf ait eu une violente dispute avec van der Werken juste avant le drame est déjà sérieusement troublant. De plus, une Opel Kadett rouge semblable à celle que possédait van der Graaf à l'époque a été vue près de la scène du crime. Selon les témoignages, van der Graaf avait menacé de tuer van der Werken. [47] Il est donc tout à fait possible que l'AIVD et le ministère de la Justice aient eu des informations sur son implication dans le meurtre de van der Merken et les aient utilisées pour le manipuler.

Les paroles échangées par van der Graaf et son ami au téléphone ne constituent cependant pas une preuve que les services secrets aient formé un complot pour assassiner Fortuyn. D'abord, ils ont parlé de bien d'autres sujets. Ensuite, en privé, beaucoup de gens disent tout le temps des choses de ce genre sans le penser vraiment. Peut-être même qu'ils plaisantaient. Qui sait ? Mais on ne peut certainement pas nier que van der Graaf était surveillé par les services de renseignements néerlandais et aurait dû être le suspect principal dans une affaire de meurtre.

### 13. La sûreté nationale avait infiltré la cellule terroriste du meurtrier de Van Gogh

Les liens sont aussi très nombreux entre l'assassinat de Theo van Gogh et les services de renseignement néerlandais. Ross déclare :

« L'AIVD a loué un appartement à Samir A. Ils ont truffé cet appartement de micros, c'est comme cela qu'ils ont su [qu'il projetait de tuer van Gogh]. Est-ce légal ? Apparemment, oui. L'AIVD n'a pas été réprimandé. En ce qui concerne Mohammed B., ils n'a pas été inquiété, il était libre de ses mouvements, alors que l'AIVD savait. Incroyable. [48]

Les circonstances du meurtre de Theo van Gogh ont été analysées dans le documentaire de Katja Schuurman et Stan de Jong « Prettig Weekend Ondanks Alles » (« Passez un bon week-end malgré tout ») (2005). De Jong est un journaliste relativement classique qui connaissait Micha Kat et a écrit sur des affaires controversées, y compris les Dossiers-X Dutroux. Voici un résumé du documentaire :

Après le meurtre de van Gogh, la police fait irruption dans la maison du voisin de Mohammed B. Les médias internationaux sont postés devant cette maison – pas devant celle de Mohammed B. Il faut deux jours à la police pour comprendre son erreur. Le voisin de Mohammed B., Ibrahim ben Salah, qui ressemble en fait à un gangster du Moyen-Orient, déclare : « Le ministère de la Justice prétend que Mohammed B. venait souvent chez moi, ce n'est pas possible, Mohammed B. n'est jamais venu ici. Je n'avais même aucun contact avec Mohammed B. »

Une vidéo est diffusée d'une conférence de presse préliminaire d'un commissaire et du procureur en chef Leo de Wit. Ce dernier affirme : « Euh, laissez-moi vous dire que, euh, il était inconnu, euh, de la police et, euh, de la justice, à l'exception d'un incident relativement peu sérieux. Un an plus tard,

Schuurman rappelle à de Wit qu'il avait parlé d'« un incident relativement peu sérieux » et de Wit répond : « Non, non, non, ce n'est pas vrai, cela n'a pas été dit dans ce sens. » Schuurman lui rappelle également que, à la question : « Mohammed B. était-il connu des services de renseignement, le RID par exemple? », il avait répondu : « Euh, non [il n'a pas l'air très sûr]. » Et de Wit répond à Schuurman : « ce n'est pas moi qui ai dit une pareille chose, je n'aurais pas pu dire ça. »

De Wit a dû changer de disque, car il se trouve que Mohammed B. était impliqué dans plus d'« un incident relativement peu sérieux ». S'il a dû le faire, c'est que, entre temps, le documentaire avait révélé l'implication de Mohammed B. dans d'autres incidents :

Printemps 2000 : La sœur de 17 ans de Mohammed appelle la police et prétend qu'elle a été kidnappée par son frère aîné, qui n'est pas d'accord qu'elle ait un petit ami prénommé Abdul.

Été 2000 : Mohammed provoque une bagarre dans un bar de la ville. Il est reconnu coupable d'agression.

Juillet 2001: Mohammed bouscule l'ex-petit ami de sa sœur, Abdul. Une bagarre éclate, Mohammed attrape un couteau et attaque même un officier de police. Mohammed est condamné à trois mois de prison pour intimidation et violence publique.

Mai 2004: Mohammed est impliqué dans une échauffourée avec un gardien de sécurité des services sociaux, car il estime qu'il n'est pas aidé assez rapidement. Il balance une poubelle et crie : « Je vais te tuer, je vais t'arracher le cœur. »

Septembre 2004 : Mohammed est pris sans titre de transport dans le tramway. Il a une altercation avec les contrôleurs et est arrêté par la police. Au cours de l'audience, il refuse d'aider un policier et crache sur le sol. Lors d'une perquisition chez lui, la police trouve des numéros de téléphone et des adresses e-mail appartenant à des membres du groupe Hofstad. Elle les transmet aux services de renseignements néerlandais, qui savaient déjà à ce moment-là que Mohammed était un extrémiste dangereux.

Mohammed faisait partie du groupe terroriste Hofstad. L'imam du groupe Hofstad, surnommé « le Syrien », recrutait des volontaires pour le Jihad et vivait au-dessus d'un magasin d'Amsterdam où le groupe Hofstad tenait ses réunions. Un témoin qui habite de l'autre côté de la rue a expliqué que la

police avait effectué plusieurs fouilles dans le magasin et qu'il lui arrivait d'être apparemment à la recherche des habitués du magasin. Mohammed B. était de ceux-là. Un des employés, Samir A., est connu pour avoir organisé des attentats.

Jason Walthers (alias Abu Amrikie, fils d'un soldat américain stationné aux Pays-Bas) et un complice ont été arrêtés le 10 novembre 2004 après que la police a perquisitionné sa maison à la suite du meurtre de Theo van Gogh. Une grenade a été lancée sur la police au cours de la descente. Plusieurs années auparavant, Jason et d'autres membres du groupe Hofstad auraient suivi un cours d'entraînement terroriste au Pakistan. Cependant, selon la défense de Walthers, la grenade lui avait été fournie par Saleh Bouali, informateur / employé des services de renseignement néerlandais. Cela n'a jamais été prouvé, mais des éléments indiquent que le groupe était infiltré par les services de renseignements néerlandais. Robert Maanicus, l'avocat de Jason Walthers, a déclaré : « Il a eu des contacts avec un employé d'une société immobilière, un certain Ed Aarts qui s'est arrangé pour qu'il [Walthers] puisse avoir cet appartement, mais je ne sais pas qui est Ed Aarts. Pour une raison obscure, toutes les informations concernant Ed Aarts ont disparu : la carte de visite avec son numéro de téléphone, que mon client avait sur lui, n'est plus là et toutes les informations qui ont trait à Ed Aarts dans le dossier ont été supprimées. Son numéro de téléphone portable n'est plus là. Sa société n'existe plus. C'est un peu mystérieux. »

Ruud Lubbers, l'un des principaux membres de la superclasse néerlandaise, a déclaré en 2005, alors qu'il était chef du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés : « C'est une situation particulière... En même temps, les services de renseignement sont les services de renseignement : donnez-nous toutes les informations sur cet homme, mais ne l'arrêtez pas. Nous suivrons ces informations et c'est ainsi que nous en obtiendrons d'autres. »

Jan Vlug, l'avocat de Zakaria T., membre du groupe Hofstad : « Laissez-moi vous expliquer : ils avaient tendu un piège à tout le monde, sauf à Mohammed B. Et c'est très étrange, parce qu'il a été arrêté un jour un testament de martyr sur lui. L'information a été transmise à l'AIVD, mais rien n'a été fait, il a eu encore des démêlés avec la police, mais rien n'a été fait, toutes les réunions [du groupe Hofstad] avaient lieu. Il n'a pas été inquiété... L'AIVD a pris contact avec plusieurs membres du groupe pour leur proposer de devenir des informateurs, Zakaria aussi... Quand Zakaria est revenu du Pakistan [du camp d'entraînement terroriste] il était attendu à Schiphol... En janvier 2004... Jason et Zakaria ont tous deux décliné la proposition de l'AIVD [l'avocat de Jason a prétendu que celui-ci n'avait pas été contacté, mais d'autres membres d'Hofstad l'avaient été]... Je ne sais pas si [Mohammed B.] a travaillé comme informateur du renseignement néerlandais, mais si tel est le cas, cela expliquerait bien des choses. »

Bien qu'il soit tout à fait possible que les services de renseignement néerlandais n'aient pas pu empêcher le meurtre de Theo van Gogh, soit parce que les membres du groupe Hofstad n'ont pas parlé de ce complot d'assassinat entre eux dans leur appartement, soit parce que les informateurs des services de renseignement n'en ont rien su, des zones d'ombre subsistent. Il est certain que les Pays-Bas pourraient être beaucoup plus stricts avec les djihadistes, par exemple en ne leur pas accordant pas la citoyenneté.

#### 14. Fortuyn espionné par le renseignement néerlandais, des informations sensibles ont été divulguées

Manifestement, l'AIVD n'a réussi à empêcher ni le meurtre de Pim Fortuyn, ni celui de Theo van Gogh. Cependant, l'AIVD espionnait Pim Fortuyn et, dans ce cas, ses agents semblent avoir agi hors du cadre légal de la démocratie et, en même temps, ils n'ont pas su tirer la sonnette d'alarme quant à certaines activités « extra-curriculaires » de Fortuyn et de ses amis.

L'AIVD et le ministre de l'Intérieur, Klaas de Vries, ont d'abord démenti avoir mis le domicile de Fortuyn sur écoute. Interviewé au journal du soir, de Vries est apparu incroyablement nerveux et tendu, il était donc clair dès le début qu'il y avait anguille sous roche :

« C'est une foutaise absolue [la mise sur écoute du domicile de Pim Fortuyn]. Il ne viendrait pas à l'esprit des services secrets des Pays-Bas de faire pression sur les politiciens et en plus aucun ministre ne marcherait. C'est donc de la foutaise totale... Oui, toutes les activités d'écoute du BVD [AIVD] doivent être approuvées au préalable par écrit par quatre ministres, mais bon, le cas ne pouvait même pas se présenter, parce que le BVD [AIVD] s'occupe de choses tout à fait différentes, il est là pour protéger la démocratie, pas pour la subvertir... Complètement impossible [que l'AIVD ait agi de sa propre initiative]... Je ne peux pas vous en dire plus, madame. Je peux seulement vous dire que tout cela est complètement absurde. » [49]

Ces premières déclarations de de Vries sont vraiment fascinantes, tout d'abord parce que Fortuyn était très certainement espionné [ 50 ] et ensuite parce que, en 2013, il a été révélé que « l'AIVD met sur écoute les membres des partis politiques », fait que les services de sécurité ont tenté de cacher. [51]

Dans le cas de Fortuyn, il semble que les opérations d'espionnage ne se soient pas limitées à la simple mise sur écoute. Selon des amis proches, non seulement la maison, la voiture et le téléphone portable de Fortuyn étaient écoutés, mais les informations confidentielles dont il parlait en privé étaient parfois

divulguées à la presse. Pour éviter les fuites, les membres de l'équipe de campagne de Fortuyn parlaient parfois en langage codé, se rencontraient dans des lieux publics et n'abordaient pas de sujets sensibles au téléphone portable. Juste avant sa mort, il a même été décidé que Fortuyn habiterait chez des amis, pour des raisons de sécurité. Ces aspects ont été évoqués en 2005 au cours d'une table ronde à laquelle a participé l'ancien ministre de l'Intérieur Klaas de Vries dans l'émission Barend en van Dorp. En voici une transcription partielle :

Frits Barend : Dimanche prochain, [le journaliste d'investigation] Peter R. de Vries dévoilera dans l'émission des enregistrements qui montreront que Pim Fortuyn a été écouté et qu'il a été suivi. Ces faits ont toujours été niés...

Klaas de Vries : Je ne suis pas au courant, euh... non, certainement pas. Je n'en savais rien [il semble vraiment nerveux]... Vous semblez vouloir dire que [, en tant qu ministre chargé de l'AIVD, j'aurais dû être au courant que Fortuyn était espionné], mais ce qui s'est passé, c'est que c'était la police qui était chargée de vérifier si Pim Fortuyn avait des problèmes – s'il était menacé, ou s'il faisait l'objet d'un chantage... Après avoir consulté le ministère de la Justice, ils ont conclu qu'il n'y avait pas de problèmes...

Yves Gijrath, organisateur de Millionaire's Fair : Saviez-vous qu'il était suivi ? Saviez-vous que son domicile était mis sous écoute ? Qu'il était suivi dans la rue ? Qu'il vivait dans la peur ?...

De Vries : Non, absolument pas...

Gijrath : Qu'il a été menacé en mars dans un restaurant de La Haye ? Il y a un rapport de police. Il n'a jamais été rendu public. Vous le savez.

De Vries : Oui, mais tout cela a fait l'objet d'une enquête, n'est-ce pas ?

Gijrath : Il avait peur de mourir et il voulait une protection policière, mais seulement si elle lui était offerte par Wim Kok. Je lui ai demandé une fois : « Alors, pourquoi as-tu si peur ? » C'était le 30 avril, le jour de la Reine, six jours avant sa mort... N'est-il pas temps que tu bénéficies d'une véritable protection ? Il ne dormait plus chez lui. Il allait dormir quelque part à Groningue. « Tu ne bénéficies toujours pas

d'une protection ? », ai-je insisté. « Non, ils m'ont même mis sur écoute. » « Comment est-ce possible ? Qui a fait ça », lui ai-je encore demandé.

De Vries: Oui, mais ce n'était pas le cas.

Gijrath : Il a tout inventé alors ? Je suis allé chez lui. Ce truc [le téléphone] ne fonctionnait même pas. Les communications étaient complètement brouillées...

De Vries : Oui, eh bien, je n'ai pas brouillé ce téléphone et la Commission van den Haak a fait une enquête incroyablement approfondie et elle a conclu que rien de tout cela n'était vrai.

Frits Barend : Ce n'est pas le point de vue de tout le monde. Je pense que l'enquête a été très orientée, une très mauvaise enquête, pour être honnête.

De Vries : Oui, bien [l'air passablement suffisant].

Frits Barend : Tout ce que vous avez lu, c'est que le ministère de la Justice n'a rien fait de mal. La police n'a rien fait de mal. L'AIVD n'a rien fait de mal. Personne n'a rien fait de mal...

Van Dorp : Je vais vous donner un exemple. Quatre heures après son assassinat, des détectives de Gooi en Vechtstreek pénètrent chez lui, mettent la maison sans dessus dessous et passent tout au peigne fin. Que faisaient-ils là ?

De Vries : Je pense qu'ils cherchaient à vérifier s'il avait effectivement été la cible de menaces, ou quelque chose dans le genre, mais j'insiste sur le fait que la Commission van den Haak a vraiment effectué une enquête minutieuse.

Frits Barend : Eh bien, ça s'est pourtant produit ainsi, car un agent immobilier était présent et il a entendu dire [un policier] : « Ha! Nous l'avons trouvé ! » Et cet agent immobilier n'a jamais été interrogé. Il n'a même pas été cru. Et [le secrétaire du maire de Rotterdam et membre du parti de Pim

Fortuyn] Joost Eerdmans en a conclu que ce qui avait été trouvé était très certainement du matériel d'écoute. Et ce qui est aussi étrange, c'est qu'il a fallu quatre à cinq jours avant que le mandat de perquisition du domicile de Volkert van der G. soit délivré. [52]

Klaas de Vries ressemble à un personnage de film. Même s'il est laconique, arrogant et considère le gouvernement comme l'autorité absolue et ultime, il est aussi absolument hilarant. Il ressemble à une gerbille en danger de mort et n'arrête pas de faire du mauvais esprit. Naturellement, il fréquente le « beau monde » depuis un bon nombre d'années ; voici les différentes fonctions qu'il a occupées :

- Député travailliste (1973-1988).
- Commission d'enquête du président sur les subventions à la construction (1986-1988).
- Président du Conseil socio-économique (1996-1998).
- Ministre du Travail et des Affaires Sociales (1998-2000).
- Ministre de l'Intérieur (2000-2002).
- Hôte de Bilderberg (2003).
- Directeur de la Commission de l'Atlantique.
- Membre de l'Assemblée de l'Atlantique Nord.
- Conseil consultatif de la compagnie d'électricité Eneco (2007).
- Sénateur (2007-2015).
- Membre du conseil d'administration de l'ONG pro-palestinienne Rights Forum, où il côtoie l'élite politique néerlandaise : Dries van Agt (fondateur et président), Laurens Jan Brinkhorst, Hans van den Broek, Wim van Eekelen, Hedy d'Ancona (Société Républicaine), Pieter Kooijmans et Jan Pronk.

Il est difficile de dire qui a donné l'ordre d'écouter le téléphone de Pim Fortuyn et pour quelle raison. Peu après avoir créé l'ISGP, j'ai moi-même eu à faire à la sûreté nationale. Pendant un certain temps, je ne recevais aucun des livres que je commandais en Angleterre, alors que je recevais bien ceux que je commandais aux États-Unis. Au moins un phénomène curieux a affecté mon téléphone dans cette même période. Aussitôt que je posais le combiné contre mon oreille, j'entendais en arrière-plan ce qui ressemblait à un bruit de serveurs en marche. J'ai même reçu d'un groupe du nom de JASON qui se prétendait ultra-secret un document d'information sur la manière de protéger les centrales nucléaires américaines contre les attaques terroristes. Une semaine plus tard, ce courriel a disparu soudainement

de ma boîte de réception avec tous les autres courriels qui s’y trouvaient, ce qui n’était jamais arrivé avant et n’est jamais arrivé depuis. Dans quelle mesure l’AIVD ou le ministre de l’Intérieur Klaas de Vries ont été informés de ces manigances, c’est ce que je ne peux pas dire. Dans le cas de Fortuyn non plus, personne n’est en mesure de dire dans quelle mesure le protocole officiel a été suivi.

En tout cas, aussi incroyable que cela puisse paraître, dans les mois qui ont précédé sa mort, celui qui avait tout pour devenir le politicien le plus puissant des Pays-Bas a été diabolisé, terrorisé et espionné par des forces inconnues. Que les témoignages de ses amis soient véridiques ou non, il est difficile d’imaginer que les pouvoirs en place avaient l’intention de laisser Fortuyn devenir Premier ministre. Son assassinat semble avoir été presque inévitable.

#### 15. L’avocat de Fortuyn, Oscar Hammerstein, lié à la manipulation étatique

Lorsque, quelques jours après la table ronde à laquelle avait participé Klaas de Vries à Barend en van Dorp, Peter R. de Vries, un des journalistes les plus célèbres de Hollande et aussi un des plus grands propagateurs de fausses informations sur l’assassinat de John F. Kennedy, a révélé que l’AIVD avait écouté le téléphone de Fortuyn, il a également révélé que les services de sécurité avait réuni des preuves que Pim Fortuyn était un violeur d’enfants. [54] Mis à part le fait que cette « fuite » curieuse soit intervenue à un moment incroyablement opportun pour l’establishment, il existe des preuves indirectes que cette affirmation pourrait bien être vraie. Theo van Gogh et Tomas Ross n’étaient pas les seuls amis étranges de Fortuyn. Il y avait aussi le célèbre avocat néerlandais Oscar Hammerstein, principal avocat de Fortuyn tout au long de sa carrière politique et qui, après la mort de celui-ci, a critiqué les médias et l’establishment politique pour avoir diabolisé Fortuyn. [55]

Hammerstein est un ami intime et un associé de longue date de l’avocat Frits Salomonson, conseiller principal et ami très proche de la famille royale néerlandaise. Il aurait lui-même rencontré régulièrement le prince héritier Alexandre (aujourd’hui roi). En outre, les deux avocats ont été accusés de maltraitance d’enfants. Salomonson publiquement ; Hammersteinn dans un dossier qui n’a jamais été abordé par les grands médias. Ensuite, il y a l’ancien associé de ce duo, le comte Rutger Jan Schimmelpenninck (né en 1949), que l’ISGP a relié au culte pédosexuel de Westerflinter qui est décrit dans les Dossiers-X Dutroux. Dans cette affaire, que l’ISGP a également été le premier à révéler, du moins au monde anglophone, les accusations de pédophilie se mêlent à des accusations de liens mafieux. [56]

Comme si cela ne suffisait pas, en 2004, Hammerstein a réuni des fonds (plusieurs dizaines de milliers d’euros par an, semble-t-il) [58] pour le média « alternatif » De Gestopte Roker, continuation de la plate-

forme Internet activiste de van Gogh De Gezonde Roker. [57] Ce faisant, Hammerstein a fourni une plate-forme à Pamela Hemelrijk, membre de la Société républicaine et à son compagnon de lutte Micha Kat qui, à cette époque, a entamé une campagne, qui devait prendre de l'ampleur, contre le secrétaire général du ministère de la Justice Joris Demmink, accusé à plusieurs reprises, avec d'autres hauts fonctionnaires, de maltraitance d'enfants. Donc, comme l'ISGP l'a écrit dans un autre article, Kat et une poignée d'activistes ont été logistiquement et financièrement soutenus par des personnes ayant des liens douteux avec la sécurité nationale des États-Unis et des agents de la CIA impliqués dans le trafic de drogue. En outre, un grand nombre des témoins et des preuves produits par Kat et ses associés se sont avérés complètement bidon. Par conséquent, nous sommes obligés de conclure que toutes ces personnes sont impliquées dans une sorte de machination montée par la sûreté nationale.

D'autres éléments nous autorisent à en arriver à cette conclusion. D'abord, il y a les accusations de maltraitance d'enfants contre Hammerstein et Salomonson. Ces accusations existent également contre Pim Fortuyn et Gérard Spong, autre avocat très en vue qui, avec Hammerstein, a tenté de poursuivre les membres de l'establishment après l'assassinat de Fortuyn. [59] Mais qui est celui qui porte ces accusations avec le plus de détermination ? Micha Kat, ancien employé de Hammerstein à De Gezonde Roker. [60] N'est-ce pas étrange ? N'est-il pas non plus étrange que, à une exception près, qui est celle qui a été pointée du doigt par l'ISGP dans les Dossiers-X Dutroux, tous ceux, y compris Demmink et ses collègues du Bureau du Procureur, qui ont été accusés de maltraitance d'enfants aux Pays-Bas sont des homosexuels ?

Ce ne sont pas les coïncidences bizarres et les associations curieuses qui manquent. Que penser, par exemple, du fait que De Gezonde Smoker a également été financé par la Fondation Stichting MeerVrijheid, groupe d'opposition contrôlée de droite libertarienne. Dans son conseil consultatif siègent un membre de l'Institut Ludwig von Mises et un spécialiste de l'OTAN ainsi que des membres de l'équivalent néerlandais du Council on Foreign Relations (Clingendael) et des membres de divers instituts conservateurs états-uniens. [61] Il est très difficile d'imaginer qu'Hammerstein et Stichting MeerVrijheid dirigeaient un média véritablement indépendant de la sûreté nationale.

Hammerstein n'a peut-être pas été membre de la Société républicaine, mais, à en juger par ses amis et ses activités, il aurait très bien pu l'être. Il était probablement un peu trop proche de la maison royale pour que son adhésion ait été crédible. En tout cas, le cas de Hammerstein fournit des preuves supplémentaires que Fortuyn faisait partie d'un réseau très particulier d'agents de renseignement(\*\*\*\*\*). Il n'était pas du tout indépendant.

Partie 3 : Qui a tué Fortuyn ?

## 16. Le tueur de Fortuyn financé par le réseau d'ONG des Rockefeller et des Orange

Dans son livre de 2014, Hammerstein critique vertement les militants écologistes qui avaient combattu son ami Fortuyn, les comparant aux extrémistes musulmans. [62] Il ne visait pas seulement l'assassin de Fortuyn, Volkert van der Graaf, mais aussi trois écologistes de la Biologische Bakkers Brigade qui, le 14 mars 2002, environ sept semaines avant son assassinat, avaient lancé des gâteaux remplis d'excréments d'animaux au visage de Fortuyn. Hammerstein était allé porter plainte à la police en compagnie de Fortuyn. [63] Aucune mesure n'avait été prise.

Après l'assassinat, la presse n'a guère prêté attention ni au réseau d'activistes dont faisaient partie les membres de la BBB, ni à l'assassin, Volkert van der Graaf. Le seul « spécialiste » de ces réseaux d'activistes verts qui était autorisé à s'exprimer sporadiquement sur le sujet dans la presse était Peter Siebelt, agent d'extrême droite de la sûreté nationale qui assimile l'activisme vert au terrorisme et au crime organisé. Selon Siebelt, il semble que les réseaux militants de Van der Graaf et de la BBB se chevauchent, mais, en fin de compte, sa conclusion est que ces militants « terroristes » verts sont contrôlés par les Verts et une poignée d'avocats bien connus. [64]

Cependant, regardons les choses en face, le mouvement vert est contrôlé par le groupe mondialiste, qui, aux Pays-Bas, est représenté par cette famille royale qu'aime tant Hammerstein. Et il n'est donc pas surprenant de voir que les liens du militant écologiste Volkert van der Graaf, l'assassin de Fortuyn, étaient aussi bizarres et incestueux que ceux de la coterie de sa victime. Nous avons déjà vu que la police considérait van der Graaf comme le principal suspect dans le meurtre encore non élucidé du fonctionnaire du ministère de l'Environnement Chris van der Werken et que le téléphone de van der Graaf avait été écouté par les services secrets néerlandais pendant la période précédant la mort de Fortuyn. Nous ne savons pas si ces deux faits étaient liés. Il est tentant de penser que la surveillance du téléphone de van der Graaf était simplement due à ses activités dans le Vereniging Milieu Offensief (Association Environnementale Offensive) et n'était motivée que par la paranoïa qui survit depuis l'époque de la Guerre froide dans les services de sécurité pour tout ce qui est de gauche.

Quelles que soient les raisons exactes pour lesquelles le téléphone de van der Graaf a été mis sur écoute, sa position de co-fondateur, secrétaire et trésorier du Vereniging Milieu Offensief [65] le plaçait

en première ligne de la bataille entre l'aile libérale et l'aile conservatrice de la superclasse. Tout service de sécurité nationale considérerait un groupe comme Vereniging Milieu Offensief comme une cible de choix pour l'un de ses agents.

Plus important encore, l'establishment libéral a littéralement créé et continue de porter à bout de bras le mouvement écologiste international. L'ISGP l'a d'abord remarqué en enquêtant sur le très secret 1001 Club, qui contribue à subventionner le Fonds mondial pour la nature. Fondé par le prince Bernhard, il a compté parmi ses membres le prince Philip, des Rockefeller, des Rothschild, des Bechtel, des Liechtenstein, des Habsbourg et d'autres grandes familles. Mais le WWF n'a rien d'unique à cet égard. Des dizaines et des dizaines de groupes écologistes reçoivent des millions et des millions des plus grandes fondations libérales (la Fondation Packard, la Fondation Hewlett, la Fondation Ford, la Fondation Rockefeller, le Fonds Rockefeller Brothers, Tides, etc.). Voici quelques-uns des groupes écologistes les plus importants que subventionnent ces grandes fondations libérales :

- WWF et Peace Parks Foundation
- Greenpeace
- Friends of the Earth
- Sierra Club
- Natural Resources Defense Council
- Rainforest Action Network

Me demandant si l'assassin de Fortuyn avait un lien quelconque avec ces groupes, j'ai rapidement remarqué que le siège de son Vereniging Milieu Offensief était dans les locaux de Milieudefensie (Défense de l'Environnement). [66] Et, bizarrement, Milieudefensie est la branche néerlandaise de Friends of the Earth [67], un de ces groupes écologistes largement financés par des ONG de l'establishment libéral. Il y a quelques années, j'ai découvert que des membres du 1001 Club comme Robert Anderson, Maurice Strong, les Rockefeller, Aurelio Peccei (1908-1984) (subordonné de Gianni Agnelli, lui aussi membre du 1001 Club) et le milliardaire Ted Turner participaient au financement et même à la gestion de Friends of the Earth. [68] L'ISGP a recueilli beaucoup plus d'informations depuis. Ce qui suit est une liste partielle et cumulative des subventions accordées par de grandes fondations à Friends of the Earth dans les années qui ont précédé et dans celles qui ont suivi l'assassinat de Pim Fortuyn.

1999 : Kellogg Fund 20 000 \$

1999 : Packard Foundation 45 000 \$

2000 : John Merck Fund 45 000 \$

2000 : Rothschild Foundation 30 000 \$

2001 : Rockefeller Philanthropy Advisors 50 000 \$

2001: Rockefeller Brothers Fund 1 427 500 \$

2001 : Merck Family Fund 105 444 \$

2001 : MacArthur Foundation 870 000 \$

2001 : Threshold Foundation 86 000 \$

2002 : Rockefeller Family Fund 400 000 \$

2002 : Pew Charitable Trusts 555 000 \$

2002 : Turner Foundation 425 000 \$

2003 : Ford Foundation 2 243 901 \$

2004 : Mott Foundation 7 303 965 \$

2005 : Tides Foundation 142 811 \$

TOTAL

13 749 621 \$

Il est dommage que la plupart de ces chiffres proviennent de sites conservateurs comme [activistfacts.com](http://activistfacts.com). Ils sont cependant confirmés pour la plupart par les rapports annuels de Friends of the Earth. Les sources exactes sont fournies dans « L'aile libérale de la CIA », où l'on peut également trouver beaucoup plus d'informations sur toutes ces fondations.

Comme le siège du groupuscule de van der Graaf, Vereniging Milieu Offensief, était situé dans le même bâtiment que Milieudefensie, la branche néerlandaise de Friends of the Earth [69] et que, de plus, le nom de ces deux organisations se répondent (Offensief/Defensie), on peut se demander dans quelle mesure van der Graaf a coordonné la création de son groupe avec Friends of the Earth. Curieusement, presque rien n'a été écrit sur ce sujet. Ce que je sais est que Vereniging Offensief Milieu et Friends of the Earth n'ont pas cessé de déposer conjointement plainte contre des agriculteurs pour infraction aux lois

environnementales. [70] Un autre indice très important semble être que Sjoerd van der Wouw, la personne avec laquelle Van der Graaf a fondé Vereniging Milieu Offensief en 1992 et son principal associé tout au long des années 1990 dans la gestion de l'ONG (Van der Wouw en était le président et Van der Graaf le secrétaire-trésorier), a travaillé à un moment donné pour Milieudefensie/ Friends of the Earth Pays-Bas. [71]

SR10

Plus important encore, le Vereniging Milieu Offensief de van der Graaf et la branche néerlandaise de Friends of the Earth ont été financés par la Nationale Postcode Loterij (Loterie nationale Néerlandaise). A travers la Stichting Doen (Fondation Doen), la Nationale Postcode Loterij a versé un peu plus de 150 000 euros dans le coffre au trésor de la Vereniging Milieu Offensief au cours de la période 1992-1998. [72] Il semble que ces fonds, qui auraient été en grande partie gérés par le co-fondateur, secrétaire et trésorier Volkert van der Graaf, ont été utilisés pour assurer le fonctionnement du Vereniging Milieu Offensief dans ses débuts, jusqu'à ce qu'il trouve d'autres sources de financement. À la fin des années 1990, de nombreux fermiers achetaient le Vereniging Milieu Offensief pour éviter des poursuites judiciaires coûteuses [73], ce qui peut expliquer pourquoi la Nationale Postcode Loterij a cessé de le financer.

Tout cela peut sembler peu passionnant, si ce n'est que la Fondation Doen collabore avec Rockefeller, Ford, Open Society (Sörös), Omidyar et d'autres fondations de « l'aile libérale de la CIA » dans une flopée de programmes internationaux. [74] En outre, la Nationale Postcode Loterij a été fondée en 1989 par Simon Jelsma qui, à en juger par le portrait du prince Bernhard accroché chez lui [75], était dans les meilleurs termes avec lui. En 1959, Jelsma et le prince Bernhard ont tous deux fondé Oxfam Novib, la branche hollandaise de la prestigieuse ONG immigrationniste de « l'aile libérale de la CIA », Oxfam International. Oxfam Novib a pu compter sur l'étroite collaboration de nombreux membres de la superclasse néerlandaise. Au fil des décennies, nous retrouvons dans son conseil d'administration d'anciens premiers ministres et secrétaires d'État, dont certains ont également dirigé la fondation néerlandaise Carnegie et l'Institut néerlandais des Affaires Internationales (Clingendael), ont été les hôtes du Bilderberg ou ont d'autres liens avec la superclasse internationale. Le Premier ministre sortant au moment de l'assassinat de Fortuyn, Wim Kok, comptait parmi eux. [76] Les succursales internationales d'Oxfam sont financées par les mêmes fondations que celles qui financent Friends of the Earth. La Stichting Oxfam Novib a elle-même reçu 1,5 million de dollars de la seule Fondation Ford au cours de la période 2008-2014. [77] En ce qui concerne la Nationale Postcode Loterij, il semble que Jelsma et ses amis l'aient fondée dans le but de pouvoir financer par un afflux continu d'argent leurs ONG de développement durable préférées. Sans surprise, la NPL est devenue le principal soutien financier des médias hollandais, en particulier autour du Nouvel An ; une loterie nationale qui investit dans des causes caritatives est ce qui se trouve de mieux pour financer un réseau d'ONG.

Si jamais les médias dominants rapportaient largement ces faits, nul doute qu'ils suggéreraient que les gens qui jouent à la loterie nationale ont indirectement financé l'assassinat de Fortuyn. Le fait est que l'élite politique et la superclasse qui entourent la famille royale néerlandaise et le réseau philanthropique des Rockefeller ont directement financé les activités du tueur de Fortuyn, Volkert van der Graaf. Ce n'est pas tout. Les élites néerlandaises qui gèrent le réseau Oxfam Novib / NPL ont occupé des postes dans les cabinets Kok et même dans le cabinet Balkenende, à qui le poste de premier ministre était certain de revenir après la mort de Fortuyn. On peut citer ici Ben Bot, Benk Korthals d'Oxfam Novib [78] ainsi que Pieter Winsemius et Cees Veerman.

Veerman et Winsemius en particulier ont chacun des conflits d'intérêts assez incroyables et sont tous deux des insultes aux Pays-Bas. De 1997 à 2002, Veerman a été président de l'Université de Wageningen, où Volkert van der Graaf est devenu pour la première fois membre d'un réseau écologiste organisé et radical et où il semble que « plusieurs professeurs [...] avaient des convictions [écologistes] très radicales ». Après l'assassinat de Fortuyn, le nouveau Premier ministre, Balkenende, a nommé Veerman ministre de l'Agriculture, de la Nature et de la Qualité des Aliments (2002-2007). Une fois à la retraite, Veerman a obtenu un siège au conseil consultatif de la Rabobank et, comme je viens de l'indiquer, a été nommé président de la Holding Nationale Goede Doelen Loterijen N.V..

La Holding Nationale Goede Doelen Loterijen N.V. avait été présidée par Winsemius de 2001 à 2012, période au cours de laquelle la Holding a financé les activités de van der Graaf. [80] De 2006 à 2007, Winsemius a brièvement occupé le poste de ministre du Logement, de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement dans le gouvernement de Balkenende. [81]

Si quelqu'un se demande si le ministère néerlandais de la Justice ne s'est pas inquiété du fait que l'un des ministres du gouvernement avait des conflits d'intérêts, qu'il sache que, un mois après l'assassinat de Fortuyn, le Premier ministre Balkenende a nommé Piet Hein Donner ministre de la Justice. Or, Donner connaissait personnellement van der Graaf. Quelques mois avant d'être nommé ministre de la Justice, il était président de la chambre des affaires environnementales du Conseil d'État, qui était en charge des poursuites contre Van der Graaf. Il a personnellement rencontré van der Graaf avant qu'il n'assassine Fortuyn et a ensuite été chargé d'enquêter sur l'affaire. [82] Plus on y réfléchit, plus tout cela semble inconcevable.

Une autre des personnes sur laquelle Donner était chargé d'enquêter était une certaine baronne Pauline van Tuyll van Serooskerken, l'une des trois écologistes de la Biologische Bakkers Brigade qui, le 14 mars 2002, environ sept semaines avant l'assassinat de Fortuyn, lui avait jeté des gâteaux remplis

d'excréments d'animaux au visage. Comme indiqué plus haut, Fortuyn et son avocat Oscar Hammerstein avaient immédiatement déposé plainte, mais aucune mesure n'avait été prise jusqu'à ce que Fortuyn soit assassiné. La baronne et les deux autres membres de la BBB ont alors été arrêtés, pour être rapidement libérés et l'on a plus entendu parler d'elles. Le nom de la baronne n'a été mentionné que dans quelques journaux et encore n'ont-ils publié que ses initiales (« Pauline van T. van S. ») [83]. En ce qui nous concerne, nous ne saurions rien d'elle, si nous n'avions pas glané quelques renseignements sur elle en écrivant la biographie de tous les membres néerlandais du 1001 Club du Prince Bernhard.

Il s'avère que la baronne Pauline van Tuyll van Serooskerken appartient à une famille qui est obsédée par le développement durable ; deux de ses parents sont ou ont été membres du 1001 Club et la famille a des liens avec l'aristocratie britannique. [84] Les deux membres de la famille Tuyll van Serooskerken qui ont appartenu ou appartiennent au 1001 Club sont le baron Frederik Willem Walter (1911-1985) et son fils le baron Ernest George Frederik (1939-?). D'autre part, des membres de la famille de van Tuyll van Serooskerken appartiennent ou ont appartenu à l'Illustre lieve vrouwe broederschap (Confrérie de l'illustre Notre-Dame), également connue sous le nom de Zwanenbroeders (\*\*\*\*\*), qui a été fondée en 1316 et avec laquelle la famille royale d'Orange a toujours eu des liens depuis. Appartiennent également à cette confrérie des membres de nombreuses autres familles aristocratiques néerlandaises – les van Lanschot, les Fentener van Vlissingen, les de Vos van Steenwijk, les Philips et d'autres [91] –, qui, pour certains, appartiennent également au 1001 Club. La baronne est liée à cette confrérie par son arrière-grand-père, le baron Frederik Christiaan Constantijn (1886-1958) [92] ainsi que par son cousin, Sammy Tuyll van Serooskerken, homme politique libéral modéré qui a occupé des postes à la Banque centrale néerlandaise, au ministère des Finances et à l'Union européenne. De manière significative, en 1994, Serooskerken a cofondé le think-tank Tindemans, dont le but était d'étudier la meilleure façon de faire avaler au grand public la pilule de l'élargissement de l'Union européenne aux pays de l'Europe de l'Est, qui a eu lieu au cours des quinze années suivantes. Leo Tindemans, ancien Premier ministre belge, était un proche allié de la figure de l'Opus Dei Otto von Habsburg. Il a cofondé avec von Habsburg la branche luxembourgeoise de l'Europaeisches Institut für Sicherheitsfragen et est connu pour avoir fréquenté le tristement célèbre groupe Cercle.

Le député hollandais Ernst Hirsch Ballin a également bénéficié de l'assassinat de Fortuyn, car Balkenende, devenu Premier ministre après avoir remporté les élections en raison de la mort de Fortuyn, l'a nommé ministre de la Justice en 2006. Ballin fait également partie des principaux protecteurs que Joris Demmink semble avoir eu au gouvernement.

Un membre de la famille de la baronne a infiltré le LPF de Fortuyn [85] ; un autre a rejoint le Partij voor de Dieren (Parti pour les animaux) et figurait en quatorzième position sur la liste des éligibles. Le numéro un, Marianne Thieme [86], a embauché comme assistant personnel Sjoerd van der Wouw, associé principal de van der Graaf dans le Milieu Offensief. [87] Et, par une autre coïncidence, celui qui a

contribué le plus au financement du Partij voor der Vouw et de sa campagne législative est un membre de la famille qui est à la tête de Heldring & Pierson N.V [88] et dont un certain nombre de membres appartiennent au 1001 Club du Prince Bernhard. [89] Ironiquement, la banque Pierson a également des liens avec la Société républicaine et le magazine Elsevier, la publication néerlandaise de loin la plus critique à l'égard du socialisme et des Verts.

Les médias dominants n'ont pas enquêté sur le cercle d'influence de la famille Van Tuyll van Serooskerken. En 2013, la baronne pouvait toujours participer à des émissions grand public sans que personne ne la reconnaisse comme l'une de celles qui avaient lancé des gâteaux au visage de Fortuyn. La baronne indique même sur son compte LinkedIn avoir travaillé pour Milieudedefensie / Friends of the Earth en 2010, mais personne ne l'a relevé non plus. [90]

SR11

Évidemment, dans une société normale et libre, les médias remueraient ciel et terre pour trouver les liens qui peuvent exister entre van der Graaf, la baronne et Friends of the Earth, ainsi que ceux qu'ils peuvent avoir avec le gouvernement ou l'élite. Peter Siebelt, individu d'extrême droite à la solde du renseignement, a été le seul à se lancer dans cette entreprise, mais, bien sûr, il ne mentionne jamais le fait que la superclasse libérale contrôle le mouvement écologiste, préférant considérer les Verts, le Parti Socialiste et le Parti Travailleiste comme les forces contrôlant les principales fondations « vertes » et les groupes d'action qui sont sous leur direction. [93]

17. Les avocats de l'assassin de Fortuyn liés à la superclasse (Rockefeller-Sörös) ET à la Société Républicaine.

Peter Siebelt a décrit un autre aspect de l'« eco nostra », à savoir le soutien qu'apportent certains avocats aux militants écologistes, mais, ce faisant, il a oublié de mentionner leurs liens avec la superclasse. Après son arrestation, van der Graaf a demandé à être représenté par l'avocat Pieter Bakker Schut. Schut a refusé [94], mais un de ses camarades d'extrême gauche qui avait travaillé avec certains de ses anciens associés [95] et avait été un sympathisant du groupe terroriste Rote Armee Fraktion [96], Britta Böhrer, a accepté la charge du dossier et l'a transmis à son employé, A. A Stijn Franken. [97]

De 1991 à 1994, Böhler a travaillé chez Loeff Claey Verbeke [98], le cabinet d'avocats pour lequel le célèbre duo Hammerstein et l'avocat de la famille royale Salomonson travaillaient quelques années plus tôt. [99] Naturellement, Hammerstein est devenu l'homme de confiance de Fortuyn au cours de la campagne électorale. Puis, de 1994 à 1999, Böhler a été secrétaire de Greenpeace Pays-Bas, avant d'en exercer la présidence de 1999 à 2002. [100] Comme indiqué plus haut, elle a été forcée de démissionner de son poste de présidente de Greenpeace Pays-Bas pour assurer la défense de l'assassin de Fortuyn. [101] Il peut sembler surprenant qu'un cadre de Greenpeace accepte d'assurer la défense d'un terroriste vert lié à Friends of the Earth. On pourrait penser que le mouvement écologiste voudrait se distancier autant que possible d'un militant écologiste devenu un assassin politique. Le fait est que les journaux nationaux se sont montrés coopératifs, en ne posant aucune question et, grâce à Böhler, ils n'ont eu aucun mal à dépeindre le mouvement écologiste comme un front unifié soutenant les assassinats politiques. Naturellement, comme mentionné plus haut, Greenpeace est financé par les mêmes fondations que Friends of the Earth : la Fondation Rockefeller, le Fonds Rockefeller Brothers, la Fondation Ford, Mott, Tides, Turner, Packard, Hewlett, etc. Ces fondations sont toujours parmi les principaux donateurs de Greenpeace. [102] Or, comme l'ISGP l'a montré dans l'article sur la Pilgrims Society, elles constituent des créatures de la CIA et d'un certain nombre de fonctionnaires du gouvernement américain.

SR13

Les coïncidences ne s'arrêtent pas là. Étonnamment, Britta Böhler appartient à la Société Républicaine – elle en est devenue membre en 2000, un an avant que Pim Fortuyn, lui aussi membre de la Société Républicaine, n'annonce sa candidature au poste de Premier ministre. Theo van Gogh et Tomas Ross aussi étaient membres de la Société républicaine, eux qui ont répandu de fausses informations sur l'assassinat de Fortuyn. Frits Barend et Jan Mulder, les premiers à avoir organisé une table ronde avec des témoins clés de la fusillade de Fortuyn, en étaient bien membres, eux aussi. En décembre 2005, ils ont eu en quelque sorte l'audace d'organiser une discussion entre le ministre de l'Intérieur Klaas de Vries et l'ami de Fortuyn, Yves Gijrath, au sujet de l'espionnage illégal de Fortuyn par l'AIVD. Qu'y a-t-il donc d'étonnant à ce que l'avocat de l'assassin van der Graaf, Britta Böhler, s'avère être membre de ce même club, qui compte ou comptait environ 200 personnes ? Böhler a également défendu Samir Azzouz, membre du groupe Hofstad, le groupe terroriste responsable de l'assassinat en pleine rue du membre de la Société Républicaine Theo van Gogh. Pourquoi tant d'événements de portée mondiale se déroulent-ils dans une petite bulle de la superclasse ?

De 2007 à 2011, Böhler a été sénatrice des Verts. Dévouée à l'environnementalisme, elle semble être très utile à l'aile libérale de la superclasse à tous les égards. En 1994, Böhler s'est rendue en Afrique du Sud en tant qu'observatrice auprès la Fondation des avocats (Stichting Juristen) de Johannesburg, dont elle est ensuite devenue la présidente ; elle était chargée de surveiller les premières élections libres qui

étaient organisées dans ce pays à la suite de l'abolition de l'apartheid. Inutile de dire que, avec le Dalaï Lama, Kofi Annan et le révérend Desmond Tutu, Nelson Mandela était l'un des leaders du tiers-monde favori de l'aile libérale de l'establishment (la princesse Mabel d'Orange, par exemple, s'était investie dans The Elders, le groupe de Nelson Mandela) ; Il était aussi le préféré de Böhler. [ 105 ]

De 2009 à 2011, elle a été membre du comité consultatif d'Interchurch (ICCO), coopérative axée sur le développement durable. Un message pris au hasard sur la page d'accueil de son site Internet nous informe que « les Indiennes vont [bientôt] gagner de l'argent en produisant des crédits-carbone », ce qui nous indique instantanément que cette ONG est financée par l'establishment. La Fondation Ford et la Fondation Bill & Melinda Gates font partie des bailleurs de fonds de l'ICCO. La Fondation Ford et la Fondation Bill & Melinda Gates financent aussi l'organisation caritative palestinienne Al-Haq, aux côtés de l'Open Society Foundations de Sörös. L'Open Society Foundations n'est pas répertoriée comme bailleur de fonds de l'ICCO, mais la Nationale Postcode Loterij, qui fournit à l'ICCO plus de 1,3 million d'euros par an, l'est certainement. [107].

Au cours de sa carrière d'avocate, Böhler a eu un certain nombre de clients très embarrassants sur le plan politique, parmi lesquels le leader kurde du PKK Abdullah Öcalan, allié du cartel de l'héroïne de Hüseyin Baybaşın ; Samir Azzouz, membre du groupe terroriste Hofstad et assassin de Theo van Gogh ; la militante anti-islam Ayaan Hirsi Ali, qui a fui les Pays-Bas, envahi par les musulmans, pour faire la fête avec les Rothschild et travailler, aux côtés des néo-conservateurs, des directeurs à la retraite de la CIA et des oligarques russes, à l'American Enterprise Institute et au Belfer Center ; et Maarten Mourik, dont le procès a presque empêché le roi Willem Alexander d'épouser sa femme actuelle, Maxima.

Le fait que Böhler se soit occupée de ces affaires sensibles s'explique logiquement par ses liens avec Pieter Bakker Schut, l'avocat que van der Graaf avait initialement demandé. Dans les dernières années de leur vie, Bakker Schut et sa femme, Adele van der Plas, sont devenus des experts en matière de la manipulation de l'Etat néerlandais. En avril 2007, le couple a poursuivi le secrétaire général du ministère de la Justice, Joris Demmink, pour fabrication et manipulation de preuves dans le but de faire jeter en prison leur client, le patron du cartel d'héroïne, Hüseyin Baybaşın. Bakker Schut et sa femme ont allégué que Demmink avait été victime d'un chantage de la part du gouvernement turc, qui aurait détenu des preuves de son implication dans le viol de mineurs en Turquie. [108] À cette époque, Demmink avait déjà été accusé de pédophilie par des médias comme Gay Krant et Panorama ainsi que par des militants comme Pamela Hemelrijk et Micha Kat. Pourquoi ne pas scruter plus en détail le passé de Bakker Schut et de sa femme ?

Pieter Bakker Schut (décédé en 2007) est allé l'université de Leyde, où il a adhéré à la fraternité Minerva, à laquelle appartiennent également la plupart des membres de la famille royale. Dans les années 1970, il a été l'avocat de la Rote Armee Fraktion (RAF), groupe terroriste communiste soupçonné ici et là d'être téléguidé par la CIA et l'OTAN dans le cadre de l'opération Gladio. Bakker Schut partageait entièrement les idéaux de la RAF, y compris le terrorisme. Il était également pour le trafic de drogue, sous prétexte que des drogues comme la cocaïne et l'héroïne ne devaient pas être illégales. [109] Plus tard, il a défendu les gangsters néerlandais Mink Kok et Sam Klepper. [110] Kok est un trafiquant de drogue et un trafiquant d'armes qui est en relation étroite avec les services de renseignement de nombreux pays. Quant à Sam Klepper, comme par hasard, en 1991, une grande cache d'armes de Gladio a été découverte chez lui. [ 111 ] Van der Graaf a immédiatement demandé à Bakker Schut de le défendre, pour être finalement défendu par un de ses proches collègues.

En 2010, l'avocate Adele van der Plas a créé la Fondation Bakker Schut (Bakker Schut Stichting). Elle a engagé Klaas Langendoen pour qu'il enquête sur les accusations du gouvernement turc contre Demmink. Langendoen, ancien chef du renseignement criminel, était au cœur de l'affaire IRT, à l'origine de laquelle se trouve Mink Kok ; celui-ci avait pu importer 15 tonnes de cocaïne du Cartel de Cali sans être inquiété. L'affaire IRT a toutes les caractéristiques de l'affaire de trafic de drogue qui était au cœur de l'Iran contra, trafic contrôlé par la CIA à travers l'agent spécial de la DEA Robert Nieves.

En 2012, Langendoen et la Fondation Bakker Schut ont produit un documentaire à gros budget de 20 minutes intitulé « Dutch Injustice: When Child Traffickers Rule a Nation » (« L'injustice aux Pays-Bas : quand des trafiquants d'enfants dirigent une nation »). Il présente les mineurs que Demmink aurait prétendument violés en Turquie en 1995. Demmink, cependant, prétend avoir été pour la dernière fois en Turquie à la fin des années 1980. Si les témoignages de ces jeunes Turcs sont aussi authentiques que les autres preuves recueillies contre Demmink, il ne serait pas surprenant qu'il dise vrai. La campagne contre Demmink a été discrètement soutenue par Robert Rubinstein, connu pour avoir été associé à des personnes comme Jack Abramoff, Charles Rockefeller (fils du sénateur Jay Rockefeller) et d'autres membres de l'élite. [ 112 ] De 1999 à 2001, Adele van der Plas a été l'avocate de l'église Santo Daime aux Pays-Bas, dont les membres avaient été arrêtés pour détention et transport d'ingrédients servant à la préparation de l'ayahuasca. Elle a gagné le procès et a veillé à ce que l'église puisse utiliser légalement l'ayahuasca dans ses rituels.

En 2014, Adele van der Plas a pris la parole à la Conférence mondiale sur l'Ayahuasca à Ibiza, qui était financée, à travers des intermédiaires, par des fonds provenant des fondations Sörös et Rockefeller. Parmi les conférenciers il y avait Jeffrey Bronfman et Ethan Nadelmann qui, depuis des décennies, œuvre pour Sörös à la légalisation de l'herbe, de l'ayahuasca, de l'ibogaïne et des champignons hallucinogènes. [113]

On peut dire qu'Adele van der Plas met tout en œuvre pour que l'ayahuasca et d'autres psychédéliques soient légalisés, mais, en même temps, il est clair qu'elle tente de répandre de fausses informations. Elle donne clairement l'impression d'être un agent de puissantes forces liées aux services de sécurité américains, vraisemblablement l'aile libérale de la CIA. Il est également important de noter que van der Plas, l'ancien premier ministre Wim Kok et la princesse Mabel Wisse Smit d'Orange, dont les liens qu'elle a eus avec le crime organisé néerlandais sont avérés [114], sont tous les principaux représentants de Sörös. Van der Plas, en raison du combat qu'elle mène pour la légalisation de la drogue, cause préférée de Sörös (et de Rockefeller) ; Wim Kok, par les efforts qu'il déploie dans ce sens dans l'International Crisis Group de Sörös [115] et Wisse Smit, en tant qu'homme lige de Sörös dans son Open Society Foundation depuis 1997. [116] De plus, même si la politique de l'Open Society Foundation est une politique de gauche progressiste, cette fondation a travaillé main dans la main avec de nombreuses autres fondations (Ford, Rockefeller, Packard, Hewlett, etc.) qui ont financé Greenpeace et Friends of the Earth. Les avocats de van der Graaf, Pieter Bakker Schut (époux de van der Plas), Britta Böhler (Greenpeace, les Verts) et A. A Stijn Franken appartiennent également au même réseau. Il devrait être très évident maintenant qu'il s'agit ici d'un petit cercle.

Au moment de terminer cet article, je me suis souvenu qu'il me fallait parler aussi d'un certain Victor Koppe, autre éminent avocat hollandais et mari de Britta Böhler des années 1990 au début des années 2000. [117] Koppe a étudié le droit à l'université d'Utrecht puis, en 1988 et 1989, à l'université de Virginie. [118] Au seul nom d'« université de Virginie » tout théoricien de la conspiration qui se respecte demandera : a-t-il été recruté par la CIA ? Peut être. Peut être pas. En attendant, chose « incroyable », il s'avère que Böhler a fait la connaissance de Koppe dans cette même université américaine pendant le séjour de six mois qu'elle y a fait en tant qu'étudiante chercheuse. « Incroyable », disais-je, parce que son passage à l'université de Virginie n'est apparemment mentionné dans aucune de ses biographies en ligne, ni dans aucun des articles de journaux qui ont été écrits sur elle depuis les années 1990, sauf dans un article du NRC d'octobre 2007 dans lequel Koppe explique « avoir connu Böhler là-bas [tout en] participant à des activités sociales à l'université au sein d'un petit club d'Européens ». [119] Compte tenu du nombre d'affaires de sécurité nationale dans lesquelles ce duo a eu part, il est important de connaître les liens qu'il a pu avoir avec les États-Unis. Et nous ne parlons même pas de la grande proximité de Böhler avec des désinformateurs qui, comme Pieter Bakker Schut et Adele van der Plas, travaillent apparemment pour la sûreté nationale, ni de sa présidence de Greenpeace, organisation cofinancée par « l'aile libérale de la CIA ».

Les liens présumés de Koppe avec l'Institut Clingendael – le CFR néerlandais – seraient une preuve supplémentaire de sa collaboration avec la sûreté nationale. [ 120 ] Cependant, à ce jour, aucune source ne confirme qu'il ait jamais été employé par cet institut (\*\*\*\*\*).

Il y a plus encore. Après leur divorce au début des années 2000, Koppe et Böhler sont restés amis et ont continué à travailler ensemble dans le même cabinet d'avocats. Ils se sont occupés de nombreuses affaires importantes, souvent ensemble : le groupe terroriste Hofstad à la suite du meurtre de Theo van Gogh ; Paul Watson, fondateur de Sea Shepherd Conservation Society, accusé d'avoir saboté des navires baleiniers en Norvège ; l'ETA ; le leader kurde du PKK Abdullah Öcalan, [125] ; Hüseyin Baybaşın, le baron du cartel kurde de l'héroïne, après son arrestation aux Pays-Bas en mars 1998 (selon les journaux, « dans les relations entre les Pays-Bas et la Turquie Baybaşın est un sujet tout aussi sensible qu'Öcalan. » [126]) etc. [121] En 2002, Koppe a aidé Böhler à défendre van der Graaf [122]. Un an plus tard, tous deux ont travaillé pour la princesse Margarita, fille de Carel Hugo van Bourbon-Parme et petite-fille du prince Bernhard et de la reine Juliana. [123] Ici aussi, l'ex-couple représentait un opposant à l'aile libérale de l'establishment, puisque la princesse Margarita accusait sa propre famille (les Orange) d'aider l'AIVD à espionner et même à saper les affaires de son mari, Edwin de Roy van Zuydewijn, à l'insu du Premier ministre et du ministre de la Justice. Il se peut que ces accusations ne soient pas totalement infondées, en ce sens que le prince Bernhard pouvait demander des informations à l'AIVD sans que le gouvernement en place le sache ou soit impliqué dans l'espionnage du mari de la princesse. [124] Depuis cette affaire, le premier ministre est devenu responsable de l'administration de la maison royale.

Le monde est petit, n'est-ce pas ? Pour résumer : Victor Koppe et donc sa femme Britta Böhler défendent Baybaşın à la fin des années 1990. Böhler dirige également Greenpeace et, en 2000, adhère à la Société Républicaine. En mai 2002, Pim Fortuyn, membre de la Société Républicaine et politicien promis au poste de Premier ministre, est assassiné. Böhler démissionne de son poste de présidente de Greenpeace et, avec son mari Victor Koppe, assure la défense de l'écologiste qui a assassiné Fortuyn. Peu de temps après, les membres de la Société Républicaine Theo van Gogh et surtout Tomas Ross commencent à répandre de fausses informations sur l'assassinat de Fortuyn, notamment en affirmant qu'un second tireur y était impliqué.

SR16

Entre-temps Pieter Bakker Schut et son épouse Adele van der Plas ont repris l'affaire Baybaşın à Victor Koppe et à son épouse Britta Böhler. Bakker Schut meurt en 2007 et son épouse continue de jouer un rôle clé dans la plus grande machine de désinformation politique jamais vue aux Pays-Bas. Ce réseau regroupe toutes sortes de personnes : Micha Kat, Jan Poot, Robert Rubinstein, Koen Voskuil, Klaas

Langendoen, Martin Vrijland, Steve Brown et bien d'autres. Parallèlement à ces activités, Adele van der Plas est un des pions clés de la clique Sörös-Rockefeller-Bronfman dans le processus de légalisation des psychédéliques.

Un petit cercle et, dans ce cercle, une même poignée d'individus impliquée dans les mêmes affaires, voilà qui sent plus ou moins la conspiration, mais ce qui est véritablement révélateur ici, bien sûr, c'est que les avocats qui en font partie ont manifestement recours à la désinformation, ou, à tout le moins, ne se soucient guère que de fausses nouvelles soient répandues.

D'autre part, il semble que les avocats fassent partie de tous les réseaux impliqués dans les conspirations de grande envergure, sans doute parce qu'ils ont accès à tous les secrets de leurs clients et des procureurs qui les poursuivent. L'ISGP a mentionné quelques cas de ce genre au fil des ans. Parmi les autres avocats qui, aux Pays-Bas, ont traité de nombreux dossiers sensibles on peut citer Oscar Hammerstein, la famille Moskovicz et Gerard Spong. Ces personnes font l'objet d'une étude détaillée dans l'article sur l'affaire Demmink. L'avocat de Dutroux, Xavier Magnee, est un cas incroyable. Il a attiré l'attention des médias du monde entier sur le réseau qui aurait été derrière Dutroux et dont on aurait cherché à dissimuler l'existence, mais, en même temps, il a lancé tout le monde sur une fausse piste en braquant les projecteurs sur les groupes satanistes Abraxas et Jumet d'igs [127], deux diversions créées par un commissaire de police bruxellois qui apparaît dans les Dossiers-X Dutroux en tant que membre d'un réseau de maltraitance des enfants. Et nous ne parlons même pas de la grande amitié entre Magnee et la plupart des ministres et aristocrates dont les noms figurent dans les mêmes Dossiers-X Dutroux, ni de son passé d'avocat du chef de la mafia sioniste-russe Sergueï Mikhaïlov. [128] D'autres avocats de premier plan mêlés aux plus sombres activités de la sûreté nationale apparaissent dans ces Dossiers-X. La situation n'est pas différente dans les autres pays. Souvenez-vous, par exemple, de l'avocat et sénateur John DeCamp, impliqué dans l'attentat à la bombe d'Oklahoma City, dans le mouvement des milices et dans les réseaux de maltraitance des enfants. Passons sur le fait qu'il était le meilleur ami de l'ancien directeur de la CIA, William Colby.

Un autre pont commun entre des avocats comme John DeCamp et Xavier Magnee d'une part et Adele van der Plas, Pieter Bakker Schut, Britta Böhler et Victor Koppe d'autre part est qu'ils semblent tous faire honnêtement leur métier. Sans une connaissance approfondie des dossiers sur lesquels ils travaillent, il serait impossible de les identifier comme étant des agents désinformateurs. En fait, leur couverture est tellement bonne que, même après avoir mis au jour leurs raisonnements discutables, leurs omissions et les liens qui les unissent, il est pratiquement impossible de dire quels sont leurs objectifs exacts. Dans l'affaire de l'assassinat de Fortuyn et surtout dans l'affaire Demmink, je ne peux même pas vraiment dire avec certitude ce qui se passe exactement. Tout ce que je peux démontrer, c'est l'existence d'activités très suspectes.

## Partie 4 : Résumé et conclusions

### 18. Résumé et conclusions sur l'assassinat de Fortuyn

Les Pays-Bas ont été gouvernés par les Libéraux tout au long des années 1980 et 1990, par Ruud Lubbers de 1982 à 1994 et Wim Kok de 1994 à 2002. Ils étaient donc à la botte de Rockefeller et de Sörös, la clique qui est derrière le groupe Bilderberg et des ONG comme l'International Crisis Group, derrière la maison royale d'Orange et les grandes fondations qui injectent tous les ans des millions de dollars dans plus d'une centaine de grands groupes de développement durable. À partir de 1989, l'élite néerlandaise met en place une loterie nationale pour aider à financer des groupes tels que Greenpeace, le WWF et Friends of the Earth en coordination avec le réseau international des ONG Rockefeller. Lubbers en particulier devient un acteur important du mouvement international des ONG et du développement durable, participant aux conférences State of the Forum avec David Rockefeller, George Sörös, Maurice Strong et d'autres membres de la superclasse tournés vers le New Age ou l'écologie. Lubbers adhère aussi au 1001 Club.

Tout au long des années 1990, certains membres de cette superclasse politique et certains cadres de ces ONG, à travers la Loterie Nationale et Stichting Doen, réussissent à mettre plus de 150 000 euros dans les poches d'un certain Volkert van der Graaf, dont le groupe, Milieu Offensief, collabore avec Friends of the Earth. En 1996, il est soupçonné du meurtre d'un fonctionnaire du ministère de l'Environnement, mais n'est pas poursuivi. Il possède une arme, ce qui est le cas de très peu de citoyens néerlandais ; il évite de parler au téléphone, craignant que les services de renseignements néerlandais l'aient mis sur écoute – ce qu'ils ont effectivement fait.

En 1996, la Société Républicaine est fondée par des individus liés aux grandes entreprises et même plus ou moins au Bilderberg. C'est dans ce petit club que se réunissent les chroniqueurs et les journalistes de tous les grands journaux néerlandais, ainsi que pratiquement tous ceux qui, aux Pays-Bas, critiquent (d'une manière acceptable) le Bilderberg et les Orange. Quelques radicaux-socialistes et quelques dirigeants des Verts adhèrent au club, dont devient également membre une poignée de (néo) conservateurs comme Pim Fortuyn, Theo van Gogh et Tomas Ross, théoricien du complot attiré des médias hollandais. C'est une association curieuse et il est tentant de penser que la Société Républicaine est un groupe d'opposition contrôlée spécialement adapté aux besoins de la superclasse néerlandaise. Il combine des éléments d'extrême droite et des éléments d'extrême gauche.

Pendant de nombreuses années, tout semble aller pour le mieux aux Pays-Bas. La superclasse politique libérale et les ONG dirigent le pays, le développement durable est toujours à l'ordre du jour et les relations du pays avec l'Union européenne sont bonnes. Il n'y a qu'un problème : les citoyens néerlandais, en particulier ceux des grandes villes, s'alarment de ce que leur culture est en passe d'être complètement détruite par l'immigration massive en provenance du tiers-monde, principalement des Caraïbes et des pays arabes comme le Maroc ainsi que de la Turquie. Le taux de criminalité des Arabes, pour ne rien dire de celui des noirs, est beaucoup plus élevé que celui des indigènes blancs. Mais la superclasse politique libérale et les ONG n'ont aucunement l'intention de restreindre sérieusement l'immigration et ne tolère même pas que l'on critique leurs politiques d'immigration. Comme l'avait déjà souligné Pim Fortuyn au début de 2002, quiconque évoque la question multiculturelle est immédiatement considéré comme un raciste fanatique.

Le 21 août 2001, tout à coup, Pim Fortuyn fait son entrée sur la scène politique. Il est le premier à critiquer le sous-développement culturel de l'islam, à parler du taux de criminalité des immigrants et des autres problèmes que le multiculturalisme pose à la population indigène, mais que les dirigeants de tous les autres partis politiques évitent d'aborder. Même le parti de Fortuyn, Leefbaar Nederland, fait pression sur lui et tente de le faire taire, mais il est trop tard. Fortuyn fonde son propre parti, Lijst Pim Fortuyn et les gens se rallient massivement à lui. En dépit du fait que sa proposition de supprimer l'armée et son manque d'intérêt pour la question de l'environnement et celle du bien-être des animaux déplaisent à beaucoup de gens, son parti monte rapidement dans les sondages et une semaine avant les élections – ou : la veille de son assassinat – il dépasse même le grand parti de Jan Peter Balkenende, en chute dans les sondages en raison de la position modérée qu'il avait prise sur les questions d'immigration. Bien sûr, les critiques de Balkenende à l'égard de l'immigration ne sont guère plus qu'un stratagème politique, mais une bonne partie du public tombe toujours dans le panneau.

Le 6 mai 2002, une semaine avant les élections, Fortuyn est abattu par un assassin solitaire. La plupart des gens soupçonnent que cet assassin est une personne d'origine immigrée, ce qui, si cela avait été le cas, aurait pu avoir pour conséquence une restriction de l'immigration. Mais non, le scénario qui arrange le plus la superclasse politique et les ONG immigrationnistes se réalise : c'est un « terroriste » vert, dont les activités ont été financées par cette même superclasse politique et ces mêmes ONG, qui avait été mis sur écoute par les services de renseignements néerlandais, qui est connu du nouveau ministre de la Justice et qui sera défendu par un groupe d'avocats liés à cette même superclasse politique et aux dirigeants de ces mêmes ONG.

A ce jour, aucun citoyen n'a été clairement informé de tout cela. Il a seulement été question d'écologistes « radicaux ». Très rarement et seulement dans les groupuscules d'extrême droite, il arrive que les avocats des Verts et de van der Graaf soient assimilés à des « terroristes » verts, mais ce n'est là encore qu'une partie de la vérité. La vérité est que, aux Pays-Bas, les ONG et la superclasse politique,

celle qui était au pouvoir lorsque Pim Fortuyn s'est fait connaître, celle qui l'a continuellement diabolisé et celle qui lui a refusé une protection rapprochée, est aussi celle qui contrôlait et contrôle toujours le réseau vert dont est issu van der Graaf. Au moins une des militantes qui a lancé un gâteau rempli d'excréments d'animaux au visage de Fortuyn une semaine avant son assassinat appartenait à ce réseau. Par conséquent, ceux qui devraient être interpellés sont l'ancien Premier ministre Wim Kok et ses alliés au sein du gouvernement, les membres de la maison royale et même des membres gouvernement américain et du réseau des ONG, notamment des dirigeants de longue date du Bilderberg et agents de la « super CIA » comme Henry Kissinger et David Rockefeller. Le problème, bien sûr, est que ce réseau a contrôlé l'enquête et les médias dès le premier jour. Il est donc peu probable que des enquêtes complémentaires seront menées dans un proche avenir.

SR17

Une question importante est naturellement de savoir si van der Graaf était un agent du renseignement, un taupe de la sûreté nationale dans le mouvement environnemental. Dans son passé, rien ne l'indique vraiment. Van der Graaf milite en faveur de droits des animaux depuis sa jeunesse et certains se sont plaints de ce que, contrairement à son associé Sjoerd van der Wouw, il n'ait jamais montré la moindre sympathie pour aucun des agriculteurs qu'il a mis sur la paille [ 129 ] Cela ne signifie pas automatiquement que van der Graaf n'était pas un agent sous couverture. Son entourage ne l'a jamais entendu exprimer l'intention de faire du mal à quiconque, ni parler de politique ou même de Pim Fortuyn. [ 130]. N'y avait-il pas quelque chose de calculé dans le soin qu'il prenait à ne pas attirer l'attention sur lui ? Ne souffrait-il pas d'une sorte de dédoublement de la personnalité ? Ou serait-ce qu'il était entouré d'agents de la sécurité nationale et que ces agents continuent de le protéger, en dressant de lui un portrait qui n'est pas conforme à la réalité ? Aujourd'hui encore, il est assez difficile de déterminer ses motifs exacts, d'autant plus que le Bureau du Procureur a interdit à van der Graaf de parler aux médias après sa sortie de prison. [ 131] Bien que les médias n'aient pas besoin d'une interdiction pour oublier de poser les questions les plus importantes, cette décision a clairement joué en faveur du tueur et peut-être encore plus de tous ceux qui préfèrent que l'affaire soit enterrée le plus rapidement possible. Quelle que soit la raison exacte de cette interdiction, elle a certainement permis à van der Graaf d'avoir une vie assez confortable, après avoir changé le cours de la vie politique aux Pays-Bas un peu plus d'une décennie plus tôt.

Quant à la question de la sécurité nationale, l'ISGP a démontré par ses articles sur l'émission de radio Coast to Coast, le Alex Jones Show et le prétendu crash d'un avion sur le Pentagone, que tous les secteurs politiquement sensibles de notre société ont été truffés de personnes qui semblent se comporter et s'exprimer comme des personnes indépendantes, mais qui, à regarder de plus près leurs déclarations, doivent être considérées comme des agents du gouvernement à un degré ou à un autre. Il reste que les outsiders n'ont aucun moyen de savoir si van der Graaf appartient à cette catégorie. La

baronne Marcia Falkender, secrétaire du Premier ministre Harold Wilson, l'a bien expliqué en son temps : « Le MI5 se moquait de nous. Ces gens doivent être démasqués... mais impossible de les identifier. Nous pourrions être assis dans la même pièce, vous pourriez être MI5 et je ne le saurais pas. Ou c'est moi qui aurais pu l'être pendant toutes ces années et vous ne le sauriez pas » . [ 132 ]

Même si nous établissions que van der Graaf a été un agent de l'« aile libérale de la CIA », le dossier Fortuyn ne serait pas automatiquement clos. Dans cet article, de nombreuses preuves ont été présentées qui indiquent que Fortuyn et certains de ses proches, comme Theo van Gogh, Oscar Hammerstein, Gérard Spong et Tomas Ross, font ou faisaient partie, comme van der Graaf et Friends of the Earth, d'un réseau para-étatique de (néo)-conservateurs et d'hommes de droite. Ce réseau (néo) conservateur est arrivé à ses fins en 2004, avec l'assassinat de Theo van Gogh par un islamiste radical. Si rien n'a été fait pour empêcher cet assassinat, c'est peut-être qu'il servait de prétexte à la poursuite de l'intervention au Moyen-Orient. Cependant, avouons-le, le motif de l'assassinat de van Gogh est encore plus difficile à déterminer que le motif du meurtre de Fortuyn. Donc, pour le moment, restons concentrés sur les anomalies qui entourent l'assassinat de Fortuyn, sur la désinformation dont il a fait l'objet, sur l'ombre de la superclasse libérale qui y plane ainsi que sur l'ensemble des éléments particulièrement disparates dont est composée la société républicaine.

Joël van der Reijden, « Pim Fortuyn Assassin Financed By Rockefeller-Orange NGO Network », 11 octobre 2016, traduit de l'anglais par B. K., <https://isgp-studies.com/pim-fortuyn-assassination>

(1) Voir <https://isgp-studies.com/ngo-list-foundations-and-think-tanks-worldwide>.

(2) Voir <https://isgp-studies.com/pilgrims-society-us-uk>.

(3) Voir <https://isgp-studies.com/1001-club-of-the-wwf>.

(4) Voir <https://isgp-studies.com/index#superclass-index>.

(5) Voir <https://isgp-studies.com/intro>.

(6) Voir <https://isgp-studies.com/coast-to-coast-am-radio-on-ufos-aliens-and-conspiracy>.

(7) Nous disons bien « une personne » et non pas « un étranger », car, pour le Haut Conseil à l'Intégration, responsable de la rédaction de ce texte anti-français, le Français aussi doit « s'intégrer » : « L'intégration n'est pas une notion réservée aux seules personnes étrangères ou d'origine étrangère, elle concerne chacune des personnes vivant en France et constitue l'élément fondateur du pacte social et du « vivre ensemble » » (p. 12).

(8) « Pim Fortuyn », <https://www.scholieren.com/praktische-opdracht/10512>.

- (9) « Biografie van Pim Fortuyn », <https://isgeschiedenis.nl/nieuws/biografie-van-pim-fortuyn>.
- (10) Ibid.
- (11) « Pim Fortuyn », <https://www.scholieren.com/praktische-opdracht/10512>.
- (12) Ibid.
- (13) « The Paradox of Pim Fortuyn », 16 mai 2002, [http://news.bbc.co.uk/2/hi/programmes/from\\_our\\_own\\_correspondent/1977511.stm](http://news.bbc.co.uk/2/hi/programmes/from_our_own_correspondent/1977511.stm).
- (14) Voir Bert Snel, PIM 1; de politieke biografie van Pim Fortuyn als socioloog en politicus 1990-2002, Amsterdam, 2013 ; id., Pim Fortuyn en zijn partijen, Leefbaar Nederland, Leefbaar Rotterdam, Lijst Pim Fortuyn, Amsterdam, 2013.
- (15) Voir Edward Koning, « Making Xenophobia Matter: The Consequences of the 2002 Elections for Immigration Politics in the Netherlands », in Keith Banting et Will Kymlicka (éds.), The Strains of Commitment: The Political Sources of Solidarity in Diverse, Oxford University Press, Oxford, 2017. L'auteur ajoute « faute de quoi ils devront retourner d'où ils viennent ». Comme nous l'avons vu, jamais Fortuyn n'a proposé la déportation des immigrés extra-européens.
- (16) « Pim Fortuyn en Israël », 6 mai 2012, <http://www.israned.nl/2012/05/pim-fortuyn-en-israel.html> , voir aussi Mohammed S. M. Eltayeb, « A Human Rights Framework for Defining and Understanding Intra-Religious Persecution in Muslim Countries », in Nazila Ghanea-Hercock (ed.), The Challenge of Religious Discrimination at the Dawn of the New Millennium, Springer, 2003, p. 103.
- (17) Cas Mudde, « A Fortuynist Foreign Policy », in Christina Schori Liang (éd.), Europe for the Europeans: The Foreign and Security Policy of the Populist Radical Right, Routledge, Londres et New York, 2007, p. 210.
- (18) Bruce Bawer, While Europe Slept: How Radical Islam is Destroying the West from Within, Doubleday, New York, 2006, p. 168.
- (19) Dick Pels, De geest van Pim: het gedachtegoed van een politieke dandy, Anthos, 2009.
- (20) <https://jdreport.com/koningin-juliana-zei-het-al-in-haar-troonrede-van-1950-nederland-is-vol-vol-vol>.
- (21) Richard Stearing, « Controlling Human Smuggling in the Netherlands: How the Smuggling of Human Beings Was Transformed into a Serious Criminal Offence », In Dina Siegel et Hans Nelen (éds.), Organized Crime: Culture, Markets and Policies, Springer, 2008, p. 170.
- (22) Derk Stokmans, « Immigratie vol emoties voor partijen Paars+. De VVD voelt electorale angst voor de PVV. De liberalen zijn daarom harder ten opzichte van immigranten. Dat is een probleem in de formatie », 15 juillet 2010, <https://www.nrc.nl/nieuws/2010/07/15/immigratie-vol-emoties-voor-partijen-paars-11919990-a441571>.

(23) Ibid.

(24) Uit Maarten, « 'Pim' was niet meer dan een mediahype », janvier 2008, <https://www.maartenonline.nl/pim-fortuyn-mediahype.html>.

(25) Richard Stearing, op. cit., p. 170.

(26) Rob Witte, « The Dutch Far Right: From 'Classical Outsiders' to 'Modern Insiders' », in Max Taylor, P. M. Currie et Donald Holbrook (éds.), *Extreme Right Wing Political Violence and Terrorism*, p. 115.

(27) « Het land van Pim Fortuyn is er nooit gekomen. Immigratie en integratie zouden onder controle zijn », 2 juillet 2017, <https://opinieez.com/2017/07/02/het-land-van-pim-is-er-nooit-gekomen>).

(28) « 10 years after Pim Fortuyn was murdered: what the papers say », 6 mai 2012, [http://www.dutchnews.nl/news/archives/2012/05/10\\_years\\_after\\_pim\\_fortuyn\\_was](http://www.dutchnews.nl/news/archives/2012/05/10_years_after_pim_fortuyn_was).

(29) Voir Claire Berlinski, *Menace in Europe: Why the Continent's Crisis Is America's, Too*, Crown Forum, 2007.

(30) Rob Witte, op. cit., p. 116.

(31) Richard Staring, op. cit., p. 170.

(32) Rainer Haubrich, Claire Berlinski. Fortuyn – mit 'Feuer und Schwert' für die Freiheit Claire Berlinski, 3 mai 2012, <https://www.welt.de/debatte/kommentare/article106257354/Fortuyn-mit-Feuer-und-Schwert-fuer-die-Freiheit.html>.

(33) Voir « Mat Herben is een mol van defensie », <https://stgvisie.home.xs4all.nl/VISIE/jsf-moordfortuyn.html>.

(\*) Voir, au sujet de l'Eastern Establishment, <https://larevolutionfinale.wordpress.com/>)

(\*\*) Plus haut, l'ISGP semble critiquer le magazine Elsevier pour avoir affirmé que « les médias représentent toujours l'église de la gauche ». Fortuyn emploie ici la même expression, sans rencontrer de sa part la même critique.

(\*\*\*) Pour des raisons évidentes, les médias, alternatifs ou dominants, ainsi que le « conspirationnisme de sex-shop », insistent davantage sur l'appartenance (brève) du prince Bernhard, comme la plupart des rejetons de l'aristocratie néerlandaise à l'époque, au NSDAP qu'à son rôle d'organisateur de la Résistance néerlandaise depuis Londres (Alden Hatch, H. R. H. Prince Bernhard of the Netherlands: An Authorized Biography, Harrap, 1962), où, en exil, il servira comme officier de liaison dans l'armée britannique (Prins Bernhard, wat is goed en wat is fout, waar ligt zijn balans, [http://www.dedokwerker.nl/prins\\_bernhard.html](http://www.dedokwerker.nl/prins_bernhard.html)).

(\*\*\*\*) Nous serions tenté de dire que, dans ce cas, la fiction est plus vraie que la réalité... L'ISGP mélange ici deux questions – le point de vue de Ross sur les responsables des attentats du 11 septembre 2001 et son point de vue sur l'assassinat de Fortuyn – qui n'ont strictement rien à voir l'une avec l'autre.

(\*\*\*\*\*) Il est illogique que l'ISGP, qui se dit opposé à l'immigration extra-européenne, reproche à Ross de prendre de telles positions, qui relèvent du bon sens. Encore Ross manque-t-il d'ambition cohérence, lorsqu'il exhorte à « filtrer tout le monde », puisque ce dont il s'agit est de refouler tout le monde.

(\*\*\*\*\* ) Il nous semble que c'est aller vite en besogne que d'en arriver, sur la base de ces seuls éléments, à la conclusion que Fortuyn était un agent du renseignement.

(\*\*\*\*\* ) Voir, au sujet des Frères du Cygne, <http://zwanenbroedershuis.nl/wp-content/uploads/2017/07/folder-ilvb-fr-1.pdf>.

(\*\*\*\*\* ) <http://www.bohler.eu/nl/advocaten/victor-koppe/> le confirme.